

3ème REPUBLIQUE

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE

PARAISANT LE 10 ET LE 25 DE CHAQUE MOIS A CONAKRY

PRIX : 50.000 GNF

ABONNEMENTS ET ANNONCES:

Les demandes d'abonnements et annonces doivent être adressées au **SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT** BP: 263 CONAKRY (avec la mention Direction du Journal Officiel de la République)

Les annonces devront parvenir au S.G.G. au plus tard les 1er et 15 de chaque mois pour publication dans le numéro suivant.

Les abonnements et annonces sont payables d'avance à l'ordre du Journal Officiel de la République, exclusivement par chèque barré certifié visé ou par virement bancaire au compte n°201 1000148/PGT-Dépôt Services Publics-BCRG Conakry.

Prix du numéro Simple : 25.000 GNF
 Prix du numéro double : 50.000 GNF
 Année antérieure Simple : 30.000 GNF
 Année antérieure Double : 60.000 GNF
 PRIX DES INSERTIONS, ANNONCES & AVIS
 La ligne : 50.000 GNF

ABONNEMENTS
 1 an

| | |
|------------------|---------------|
| 1. Guinée | |
| - Sans Livraison | 500.000 GNF |
| 2. Autres Pays | |
| - Sans Livraison | 1.000.000 GNF |

SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT

RUE KA 022 QUARTIER BOULBINET COMMUNE DE KALOUM

BP.: 263 CONAKRY - TEL: (224) 620 79 26 23 / 628 33 09 29

E-MAIL: guinee.sgg.jor@gmail.com

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT

DECRETS

- DECRET D/2016/110/PRG/SGG DU 11 AVRIL 2016, PORTANT ELEVATION A LA DIGNITE DE GRAND CROIX DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE.....118
- DECRET D/2016/111/PRG/SGG DU 11 AVRIL 2016, PORTANT TRANSFERT DE CREDITS BUDGETAIRES EXERCICE 2016.....118-119
- DECRET D/2016/112/PRG/SGG DU 19 AVRIL 2016, PORTANT CLOTURE DU PROGRAMME DE REVUE DES TITRES ET CONVENTIONS MINIERES.....119
- DECRET D/2016/113/PRG/SGG DU 19 AVRIL 2016, PORTANT NOMINATION DE HAUTS CADRES AU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DES GUINEENS DE L'ETRANGER.....120
- DECRET D/2016/145/PRG/SGG DU 03 MAI 2016, PORTANT NOMINATION DE CADRES A LA DIRECTION GENERALE DU PROJET HYDROELECTRIQUE DE SOUAPITI.....120
- DECRET D/2016/146/PRG/SGG DU 03 MAI 2016, PORTANT REGLEMENTATION SUR L'USAGE DES DISPOSITIFS LUMINEUX ET AVERTISSEURS SONORES SPECIAUX.....120-121
- DECRET D/2016/147/PRG/SGG DU 09 MAI 2016, PORTANT NOMINATION D'UN HAUT CADRE A LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE.....121
- DECRET D/2016/148/PRG/SGG DU 10 MAI 2016, PORTANT TRANSFERT DE CREDITS BUDGETAIRES, EXERCICE 2016.....121-122
- DECRET D/2016/149/PRG/SGG DU 10 MAI 2016, PORTANT RATIFICATION DE L'ACCORD DE PRET RELATIF AU PROJET DE CONSTRUCTION DU PONT DE "MANDIANA" SUR LE FLEUVE "SANKARANI" ENTRE LA REPUBLIQUE DE GUINEE ET LA BANQUE ARABE POUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE EN AFRIQUE (BADEA), SIGNE LE 09 JUIN 2015 A MAPUTO.....122
- DECRET D/2016/150/PRG/SGG DU 10 MAI 2016, RELATIF A L'IMMATRICULATION DES VEHICULES AUTOMOBILES AFFECTES AU SERVICE DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE.....122

ARRETES

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT PRE-UNIVERSITAIRE ET DE L'ALPHABETISATION

ARRETE A/2016/075/MEPU-A/CAB/DRH/SGG DU 23 FEVRIER 2016, PORTANT CREATION D'UNE COMMISSION DE PASSATION DE MARCHES PUBLICS (CPMP) AU SEIN DU MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT PRE-UNIVERSITAIRE ET DE L'ALPHABETISATION (MEPU-A).....122

MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE

ARRETE A/2016/213/MMG/SGG DU 11 MARS 2016, PORTANT OCTROI DES PERMIS DE RECHERCHES MINIERES A LA SOCIETE TODALMINE LTD-SARL.....123-124

MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DE LA REFORME DE L'ETAT ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION

ARRETE A/2016/231/MFPREMA/03031215AMD/DNGC/DGCE/SGG DU 14 MARS 2016, PORTANT RADIATION DE QUATORZE (14) FONCTIONNAIRES SUITE DECES.....124-125

ARRETE A/2016/900/MFPREMA/DNGC/SCAG/SGG DU 07 AVRIL 2016, RAPPORANT L'ARRETE N° 365/MFPREMA/DNGC/D/3CE DU 02 MARS 2015, PORTANT RADIATION DE DIX (10) FONCTIONNAIRES ET CONTRACTUELS PERMANENTS DE DIVERS DEPARTEMENTS, GOUVERNORATS, PREFECTURES ET COMMUNES.....125-126

ARRETE A/2016/1192/MFPREMA/05250216AMD/DNGC/SCAG/SGG DU 14 AVRIL 2016, PORTANT RADIATION DE TRENTE HUIT (38) FONCTIONNAIRES SUITE DECES.....126-127

ARRETE A/2016/1218/MFPREMA/05150316AMD/DNGC/SCAG/SGG DU 15 AVRIL 2016, PORTANT RADIATION DE DIX HUIT (18) FONCTIONNAIRES SUITE DECES.....127-128

ARRETE A/2016/1228/MFPREMA/SNCEPC/SGG DU 15 AVRIL 2016, PORTANT RECTIFICATIF DE L'ARRETE A/2015/6694/MFPREMA/SNCEPC/SGG DU 28 DECEMBRE 2015 RELATIF A L'ADMISSIBILITE AU CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE (CAP) DES EXAMENS PROFESSIONNELS DES ENSEIGNANTS, SESSION 2015.....128-129

**MINISTERE DE LA VILLE ET DE L'AMENAGEMENT
DU TERRITOIRE**

**ARRÊTE A/2016/1378/MVAT/CAB/SGG DU 03 MAI
2016, PORTANT AFFECTATION D'UN TERRAIN SUB
URBAIN A USAGE DE SERVICE.....129**

**MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE
ET DE LA DECENTRALISATION**

**ARRÊTE A/2016/1401/MATD/CAB/SERPROMA/SGG
DU 09 MAI 2016, PORTANT AGREMENT DU RESEAU
GUINEEN DES ORGANISATIONS DE PERSONNES
HANDICAPEES POUR LA PROMOTION DE LA
CONVENTION INTERNATIONALE SUR LES DROITS
DES PERSONNES HANDICAPEES.....129-130**

**ARRÊTE A/2016/1475/MATD/CAB/SERPROMA/SGG
DU 16 MAI 2016, PORTANT AGREMENT DE
L'ASSOCIATION DES BONNES VOLONTES POUR
LE DEVELOPPEMENT DE LA GUINEE
<A.B.V.D.G.>.....130**

MINISTERE DU BUDGET

**ARRÊTE A/2016/1422/MB/CAB/SGG DU 11 MAI 2016,
PORTANT EXONERATION DE TOUS DROITS, TAXES
ET REDEVANCES SUR LES BIENS ET SERVICES DU
FONDS MONDIAL POUR LA LUTTE
CONTRE LE VIH/SIDA, LE PALUDISME ET LA
TUBERCULOSE.....130-131**

**MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT,
DES EAUX ET FORETS**

**ARRÊTE A/2016/1433/MEEF/CAB/SGG DU 11 MAI
2016, PORTANT CREATION, ATTRIBUTIONS,
COMPOSITION ET ORGANISATION DE LA CELLULE
DE MOBILISATION DES TAXES ET REDEVANCES
ENVIRONNEMENTALES.....131**

**ARRÊTE A/2016/1434/MEEF/CAB/SGG DU 11 MAI
2016, PORTANT FERMETURE DE LA CHASSE EN
REPUBLIQUE DE GUINEE.....132**

SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT

**ARRÊTE A/2016/1523/PRG/SGG DU 24 MAI 2016,
PORTANT ATTRIBUTIONS ET ORGANISATION DE
LA DIRECTION DU JOURNAL OFFICIEL DE LA
REPUBLIQUE.....132-133**

SIA Assurances BILAN AU 31 DECEMBRE 2015..133-137

SGBG) BILAN AU 31 DECEMBRE 2015.....138-343

ACTIVA - ACTIVA BILAN AU 31 DECEMBRE 2015.....144-146

ACTIVA - VIE BILAN AU 31 DECEMBRE 2015.....147-149

**MESSAGE DU SECRETARIAT GENERAL DU
GOUVERNEMENT.....150**

ANNONCE PUBLICITAIRE.....151

**PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT**

DECRETS

**DECRET D/2016/110/PRG/SGG DU 11 AVRIL 2016,
PORTANT ELEVATION A LA DIGNITE DE GRAND
CROIX DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE.**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu la Loi L/94/002/CTRN du 26 Janvier 1994, modifiant et complétant l'Ordonnance N°116/PRG/SGG du 22 Septembre 1986 ;

Vu l'Ordonnance n°116/PRG/SGG du 22 Septembre 1986, portant création de l'Ordre National du Mérite ;

Vu le Décret D/2015/041/PRG/SGG du 18 Mars 2015, portant nomination du Grand Chancelier de l'Ordre National du Mérite.

DECRETE:

Article 1^{er} : La Dignité de **GRAND CROIX DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE DE LA REPUBLIQUE DE GUINEE** est décernée à **Son Excellence Monsieur Haile Mariam Desalegn BOSHE**, Premier Ministre de la République Fédérale de l'Ethiopie pour sa contribution de qualité au renforcement de la coopération et de l'Amitié entre nos deux pays : La République Fédérale de l'Ethiopie et la République de Guinée.

Article 2: Le présent Décret qui prend effet à compter de sa date de signature, sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 11 Avril 2016

Prof. Alpha CONDE

Grand Maître des Ordres Nationaux de Guinée

**DECRET D/2016/111/PRG/SGG DU 11 AVRIL 2016,
PORTANT TRANSFERT DE CREDITS BUDGETAIRES
EXERCICE 2016.**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu la Loi L /2012/012/CNT du 06 Août 2012, portant Loi Organique Relative aux Lois de Finances ;

Vu la Loi L /2016/001/AN du 18 Janvier 2016, portant Loi de Finances pour l'année 2016 ;

Vu le Décret D/2011/118/PRG/SGG du 14 Avril 2011, portant Attributions et Organisation du Ministère Délégué au Budget ;

Vu le Décret D/2013/015/PRG/SGG du 15 Janvier 2013, portant Règlement Général de Gestion Budgétaire et de Comptabilité Publique ;

Vu le Décret D/2015/226/PRG/SGG du 26 Décembre 2015, portant nomination du Premier Ministre, Chef du Gouvernement ;

Vu le Décret D/2015/227/PRG/SGG du 30 Décembre 2016, portant Structure du Gouvernement ;

Vu le Décret D/2016/003/PRG/SGG du 04 Janvier 2016 portant nomination des Membres du Gouvernement ;

Vu le Décret D/2016/032/PRG/SGG du 05 Février 2016, portant répartition entre les Départements Ministériels et Institutions des crédits de paiement ouverts au Budget de l'Etat pour 2016 ;

Sur proposition du Ministre du Budget ;

DECRETE:

Article 1^{er}: Il est autorisé le transfert de crédits de GNF 18.518.016.130 (Dix huit milliards cinq cent dix huit millions seize mille cent trente Francs Guinéens) entre les lignes des titres III "Achats de Biens et Services" et IV " Subventions et Transferts" des Budgets des Dépenses Communes, du Ministère des Affaires Etrangères et des Guinéens de l'Etranger et du Ministère de la Fonction Publique, de la Réforme de l'Etat et de la Modernisation de l'Administration , suivant le tableau ci-après :

Article 2 : Le montant du transfert servira au paiement des contributions internationales pour GNF 12 918 016 130 et à couvrir les dépenses liées à l'opérationnalisation de la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale des Agents de l'Etat (CNPSAE) et de l'Institut National d'Assurance Maladie Obligatoire (INAMO) pour respectivement GNF 2 600 000 000 et GNF 3 000 000 000, exercice 2015.

Article 3: Le Ministre de l'Economie et des Finances, le Ministre du Budget, le Ministre des Affaires Etrangères et des Guinéens de l'Etranger et le Ministre de la Fonction Publique, de la Réforme de l'Etat et de la Modernisation de l'Administration sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'application du présent Décret.

Article 4 : Le présent Décret qui prend effet à compter de sa date de signature, sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 11 Avril 2016

Prof. Alpha CONDE

DECRET D/2016/112/PRG/SGG DU 19 AVRIL 2016, PORTANT CLOTURE DU PROGRAMME DE REVUE DES TITRES ET CONVENTIONS MINIERES.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu la Loi L/2011/006/CNT du 9 Septembre 2011, modifiée, portant Code minier, notamment son article 217-1 ;

Vu le Décret D/2012/041/PRG/SGG du 26 Mars 2012, portant Attributions, Composition et Fonctionnement de la Commission Nationale des Mines ;

Vu le Décret D/2012/045/PRG/SGG du 29 Mars 2012, portant modalités de mise en œuvre d'un Programme de revue des Titres et Conventions Miniers par la Commission Nationale des Mines ;

Vu le Décret D/2012/050/PRG/SGG du 16 Avril 2012, portant nomination des Membres du Comité Technique de Revue des Titres et Conventions minières ;

Vu le Décret D/2013/098/PRG/SGG du 23 Mai 2013, portant fixation des modalités de mise en œuvre d'un Programme de revue des Titres et Conventions minières par la Commission Nationale des Mines ;

Vu les délibérations du Comité Technique de Revue des Titres et Conventions Miniers en date du 1^{er} Février et du 02 février 2016 ;

Vu la délibération du Comité Stratégique en date du 03 Février 2016 ;

Le Conseil des Ministres entendu,

DECRETE:

Article 1^{er}: Le Programme de Revue des Titres et Conventions Miniers est clôturé à compter de l'entrée en vigueur du présent Décret.

Article 2 : Sont abrogés, à compter de l'entrée en vigueur du présent Décret, le Décret D/2012/045/PRG/SGG du 29 Mars 2012, portant modalités de mise en oeuvre d'un Programme de revue des Titres et Conventions Miniers par la Commission Nationale des Mines et le Décret D/2013/098/PRG/SGG du 23 Mai 2013, portant fixation des modalités de mise en oeuvre d'un Programme de Revue des Titres et Conventions Miniers par la Commission Nationale des Mines.

Article 3 : L'ensemble de la documentation collectée ou produite par le Comité Technique de Revue des Titres et Conventions Miniers dans l'exercice de son mandat est transmis au Ministre des Mines et de la Géologie dans le délai et selon les modalités arrêtés par ce dernier.

Le Ministre des Mines et de la Géologie prend toutes les mesures nécessaires pour la sécurité et la confidentialité de la documentation commerciale fournie par les sociétés pour les besoins de la revue et assure la durabilité de la conservation de l'ensemble de la documentation.

Article 4 : Dans les cas où les recommandations du Comité Technique de Revue des Titres et Conventions Miniers et/ou les avis du Comité Stratégique de Revue des Titres et Conventions Miniers n'auront pas pu être entièrement mis en œuvre à la date d'entrée en vigueur du présent Décret, les titres et/ou les conventions minières concernés feront l'objet, sur la base de ces avis et recommandations, en ce compris leurs annexes, de décisions opératoires prises par le Ministre des Mines et de la Géologie. Ces décisions seront prises après avis du Conseil des Ministres dans les trois mois suivant l'entrée en vigueur du présent Décret.

Article 5 : Le Premier Ministre, Chef du Gouvernement, le Ministre Directeur de Cabinet à la Présidence de la République, le Ministre d'État à la Justice, le Ministre d'État aux Transports, le Ministre des Mines et de la Géologie, le Ministre des Travaux Publics, le Ministre de l'Économie et des Finances, le Ministre du Budget, le Ministre de l'Environnement, le Ministre de l'Administration du Territoire, le Gouverneur de la Banque Centrale de la République de Guinée, l'Administrateur Général des Grands Projets et Marchés Publics et le Président du Comité Technique de Revue des Titres et Conventions Miniers sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent Décret qui prend effet à la date de sa signature et sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République de Guinée ainsi que sur le site internet du Comité Technique de Revue des Titres et Conventions Miniers, lequel sera maintenu pendant une période d'un an à compter de l'entrée en vigueur du présent Décret.

Conakry, le 19 Avril 2016

Prof. Alpha CONDE

DECRET D/2016/113/PRG/SGG DU 19 AVRIL 2016, PORTANT NOMINATION DE HAUTS CADRES AU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DES GUINEENS DE L'ETRANGER.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution;
Vu la Loi L/2001/029/AN/ du 31 Décembre 2001, portant Principes Fondamentaux de Création, d'Organisation et de Contrôle des Structures des Services Publics ;
Vu le Décret D/2015/226/PRG/SGG du 26 Décembre 2015, portant nomination du Premier Ministre, Chef du Gouvernement ;
Vu le Décret D/2015/227/PRG du 30 Décembre 2015, portant Structure du Gouvernement ;
Vu le Décret D/2016/003/PRG/SGG du 04 Janvier 2016 portant nomination des Membres du Gouvernement ;

DECRETE:

Article 1^{er}: Les cadres dont les noms et prénoms suivent sont nommés dans les fonctions ci-après :

1. Conseiller Politique : **Monsieur Ibrahima Cherif HAIDARA**, ancien Ambassadeur.
2. Directeur du Protocole: **Monsieur Aboubacar Sidy KONATE**, Administrateur.
3. Directeur Adjoint du Protocole: **Monsieur Mohamed DRAME**, matricule 254378H, précédemment sous directeur du cérémonial et des visites officielles.

Article 2 : Le présent Décret qui prend effet à compter de sa date de signature, sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 19 Avril 2016

Prof. Alpha CONDE

DECRET D/2016/145/PRG/SGG DU 03 MAI 2016, PORTANT NOMINATION DE CADRES A LA DIRECTION GENERALE DU PROJET HYDROELECTRIQUE DE SOUAPITI.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution;
Vu la Loi L/2001/029/AN du 31 Décembre 2001, portant Principes Fondamentaux de Création, d'Organisation et de Contrôle des Structures des Services publics ;
Vu le Décret D/2015/226/PRG/SGG du 26 Décembre 2015, portant nomination du Premier Ministre, Chef du Gouvernement ;
Vu le Décret D/2015/227/PRG/SGG du 30 Décembre 2015, portant Structure du Gouvernement ;
Vu le Décret D/2016/003/PRG/SGG du 04 Janvier 2016, portant nomination des Membres du Gouvernement ;

DECRETE:

Article 1^{er} : Les Cadres dont les prénoms et noms suivent sont nommés dans les fonctions ci-après, au Projet Hydroélectrique de Souapiti :

1. **Directeur Général : Monsieur Amara CAMARA**, précédemment Directeur Général de l'Agence Nationale de l'Aviation Civile.

2. **Directeur Général Adjoint chargé de la gestion Technique : Monsieur Morlaye Karo TOURE**, précédemment Coordonateur Général Adjoint Electricité de Guinée (EDG).

3. **Directeur Général Adjoint chargé de l'Administration et des Finances : Monsieur Foromo Denis SAGNO**, précédemment Directeur Administratif et Financier du Projet d'Aménagement de Kaléta.

Article 2 : Le présent Décret qui prend effet à compter de sa date de signature, sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 03 Mai 2016

Prof. Alpha CONDE

DECRET D/2016/146/PRG/SGG DU 03 MAI 2016, PORTANT REGLEMENTATION SUR L'USAGE DES DISPOSITIFS LUMINEUX ET AVERTISSEURS SONORES SPECIAUX.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution;
Vu la Loi L/2001/029/AN du 31 Décembre 2001, portant Principes Fondamentaux de Création, d'Organisation et de Contrôle des Structures des Services Publics ;
Vu la Loi L/2013/044/CNT du 12 Janvier 2013, portant Statut Spécial de la Police Nationale ;
Vu le Décret D/2016/069/PRG/SGG du 30 Mars 2016, portant Attributions et Organisation du Ministère de la Sécurité, de la Protection Civile;
Vu le Décret D/2015/226/PRG/SGG du 26 Décembre 2015, portant nomination du Premier Ministre, Chef du Gouvernement ;
Vu le Décret D/2015/227/PRG/SGG du 30 Décembre 2015, portant Structure du Gouvernement.
Vu le Décret D/2016/003/PRG/SGG du 04 Janvier 2016, portant nomination des Membres du Gouvernement.

DECRETE:

CHAPITRE I : Dispositions Générales

Article 1^{er} : Il est interdit l'usage des dispositifs lumineux et avertisseurs sonores spéciaux pour tout véhicule non autorisé sur la voie publique sur toute l'étendue du territoire national.

Article 2: bénéficient de dérogation, les véhicules considérés comme prioritaires qui sont de deux (02) catégories, A et B :

1. Les véhicules de catégories A sont des véhicules d'intérêt général prioritaires munis de feux spéciaux tournants et équipés d'avertisseurs spéciaux en plus des avertisseurs exigés pour tout véhicule à moteur. Ce sont les véhicules du Président de la République, du Président de l'Assemblée Nationale, du Premier Ministre, du Ministre de la Défense Nationale, du Ministre de la Sécurité et de la Protection Civile, du Chef d'Etat-Major Général des Armées, du Haut Commandant de la Gendarmerie Nationale, Directeur de la Justice Militaire, du Directeur Général de la Police Nationale, les véhicules de la Police Nationale, de la Gendarmerie Nationale, de la Protection Civile, des Douanes ainsi que ceux des unités d'intervention mobiles hospitalières et de transport de détenus et de transport de fonds.

2. Les Véhicules de catégorie B sont des véhicules d'intérêt général bénéficiant de facilités de passage et équipés, sur autorisation de la Police Nationale, de feux spéciaux à éclats et équipés de timbres spéciaux en plus des avertisseurs exigés.

Article 3 : Les véhicules autorisés de catégories A et B peuvent être équipés d'un avertisseur bitonal à deux temps et d'un gyrophare fixe ou amovible, émettant une lumière bleue à faisceaux tournants ou d'une rampe spéciale de signalisation. Pendant toute la durée des missions urgentes, l'emploi des feux spéciaux est obligatoire.

Chaque fois que l'usage des seuls feux bleus ne paraît pas suffisant pour avertir les autres usagers, l'utilisation simultanée des avertisseurs spéciaux est de règle. Seul l'emploi de ces équipements confère à ces véhicules un caractère prioritaire et exonère leurs conducteurs du respect des règles de circulation édictées par le Code de la Route.

Les conditions et modalités d'application de l'alinéa 2 de l'article 2 sont fixées par Arrêté conjoint des Ministres chargés de la Sécurité et des transports.

Article 4 : Les véhicules prioritaires désignés à l'article 2 du présent Décret, ont la possibilité de déroger aux règles de priorité normale - feux tricolores - stop- "cédez le passage, priorité à droite à condition que l'urgence de la mission le justifie et sous réserve de ne pas mettre en danger la sécurité des autres usagers de la route. Ils doivent utiliser simultanément une sirène à deux tons ainsi qu'un feu bleu ou rouge clignotant agrées.

Article 5 : dès l'approche d'un véhicule prioritaire est signalée par les avertisseurs spéciaux, lumineux et sonores de ce type de véhicule, tout usager de la route doit dégager le passage sur la chaussée et, au besoin, s'arrêter.

Article 6 : les motocyclettes des services de Police et de Gendarmerie peuvent être équipées de feux et d'avertisseurs sonores spéciaux.

CHAPITRE II : Déplacements de hautes personnalités Guinéennes ou Etrangères

Article 7 : le déplacement d'un cortège ne doit pas apporter une gêne excessive à la population. Il faudra, autant que possible, faire du pré pilotage qui consiste à faire se déplacer le cortège dans le flot de circulation avec à l'avant et à l'arrière de celui-ci un vide réduit aux exigences d'une large sécurité.

Article 8 : les agents placés dans les véhicules de tête doivent observer rigoureusement les règles de prudence et veiller à ce que les avertisseurs spéciaux officiels dont les véhicules sont équipés soient utilisés.

Article 9 : Malgré la dérogation, les véhicules de catégories A et B doivent respecter la sécurité des usagers, observer une vitesse raisonnable et limiter les nuisances.

Article 10 : est puni d'amende, le fait de détenir, d'utiliser, d'adapter, de placer, d'appliquer ou de transporter à un titre quelconque, les timbres ou avertisseurs spéciaux réservés aux véhicules d'intérêt général de catégories A et B conformément à l'article 2 du présent Décret. Les dispositifs utilisés peuvent, en outre, être saisis et confisqués par les services compétents.

CHAPITRE III : Dispositions finales

Article 11 : le Ministre d'Etat, Ministre à la Présidence chargé de la Défense Nationale, le Ministre d'Etat, Ministre de la Sécurité et de la Protection Civile et le Ministre d'Etat, Ministre des Transports, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Décret,

Article 12 : le présent Décret qui prend effet à compter de sa date de signature, abroge toutes dispositions antérieures contraires et sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 03 Mai 2016

Prof. Alpha CONDE

DECRET D/2016/147/PRG/SGG DU 09 MAI 2016, PORTANT NOMINATION D'UN HAUT CADRE A LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu le Décret D/2012/132/PRG/SGG du 12 Décembre 2012, portant Organisation de la Présidence de la République.

DECRETE:

Article 1^{er} : Monsieur Sékou SANGARE, Agroéconomiste, est nommé Conseiller chargé du Développement Rural à la Présidence de la République.

Article 2 : Le présent Décret qui prend effet à compter de sa date de signature, sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 09 Mai 2016

Prof. Alpha CONDE

DECRET D/2016/148/PRG/SGG DU 10 MAI 2016, PORTANT TRANSFERT DE CREDITS BUDGETAIRES, EXERCICE 2016.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu la Loi L/2012/012/CNT du 06 Août 2012, portant Loi Organique Relative aux Loix de Finances;

Vu la Loi L/2016/001/AN du 18 Janvier 2016, portant Loi de Finances pour l'année 2016 ;

Vu le Décret D/2013/015/PRG/SGG du 15 Janvier 2013, portant Règlement Général de Gestion Budgétaire et de Comptabilité Publique;

Vu le Décret D/2012/081/PRG/SGG du 18 Juin 2012, portant Création d'une Préfecture Maritime en République de Guinée ;

Vu le Décret D/2015/226/PRG/SGG du 26 Décembre 2015, portant nomination du Premier Ministre, Chef du Gouvernement ;

Vu le Décret D/2015/227/PRG/SGG du 30 Décembre 2016, portant Structure du Gouvernement ;

Vu le Décret D/2016/003/PRG/SGG du 04 Janvier 2016 portant nomination des Membres du Gouvernement ;

Vu le Décret D/2016/016/PRG/SGG du 18 Janvier 2016, portant Attributions et Organisation de la Préfecture Maritime ;

Vu le Décret D/2016/032/PRG/SGG du 05 Février 2016 portant répartition entre les Départements Ministériels et Institutions des crédits de paiement ouverts au Budget de l'Etat pour 2016 ;

Vu le Décret D/2016/138/PRG/SGG du 30 Avril 2016, portant Attributions et Organisation du Ministère du Budget ;
Sur proposition du Ministre du Budget.

DECRETE:

Article 1^{er} : Une modification de crédits budgétaires sous forme de transfert d'un montant de **GNF 1 006 150 840** (Un milliard six millions cent cinquante mille huit cent quarante Francs Guinéens) est autorisée dans la Loi de Finances 2016 entre les Titres III "Achats de Biens et Services" des budgets de la Présidence de la République et du Ministère à la Présidence, chargé de la Défense Nationale.

Article 2 : Ce Décret de transfert sera effectué ainsi qu'il suit :

Annulations sur le titre III (Achats de Biens et Services) du budget de la Présidence de la République :

- « Carburant et lubrifiant véhicules » 01 12 105 100 600 3 31 31 GNF 90.828.000 (Quatre vingt dix millions huit cent vingt huit mille Francs Guinéens) ;

- « Combustible groupe électrogène » 01 12 105 100 600 3 31 33 GNF 113 361 000 (Cent treize millions trois cent soixante un mille Francs Guinéens) ;

- « Dépenses diverses non ventilées » 01 12 105 100 600 3 39 90 GNF 788 800 000 (Sept cent quatre vingt huit millions huit cent mille Francs Guinéens) ;

- « Matériel et Mobilier de bureau » 01 12 105 100 600 3 51 1 1 GNF 6 000 000 (Six millions de Francs Guinéens) ;

- « Autres matériels techniques » 01 12 105 100 600 3 51 40 GNF 7 161 840 (Sept millions cent soixante un mille huit cent quarante Francs Guinéens)

Ouvertures sur le titre III (Achats de Biens et Services) du budget du Ministère à la Présidence, chargé de la Défense Nationale :

- « Carburant et lubrifiant véhicules » 03 12 105 100 600 3 31 31 GNF 90.828.000 (Quatre vingt dix millions huit cent vingt huit mille Francs Guinéens) ;

- « Combustible groupe électrogène » 03 12 105 100 600 3 31 33 GNF 113 361 000 (Cent treize millions trois cent soixante un mille Francs Guinéens) ;

- « Dépenses diverses non ventilées » 03 12 105 100 600 3 39 90 GNF 788 800 000 (Sept cent quatre vingt huit millions huit cent mille Francs Guinéens) ;

- « Matériel et Mobilier de bureau » 03 12 105 100 600 3 51 11 GNF 6 000 000 (Six millions de Francs Guinéens) ;

- « Autres matériels techniques » 03 12 105 100 600 3 51 40 GNF 7 161 840 (Sept millions cent soixante un mille huit cent quarante Francs Guinéens)

Article 3 : Le montant du transfert servira à couvrir les dépenses liées au fonctionnement de la Préfecture Maritime, exercice 2016.

Article 4 : Le Ministre de l'Economie et des Finances, le Ministre d'Etat, Secrétaire Général de la Présidence, le Ministre d'Etat auprès du Président de la République chargé de la Défense Nationale et le Ministre du Budget sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'application des dispositions du présent Décret.

Article 5 : Le présent Décret qui prend effet à compter de sa date de signature, sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 10 Mai 2016

Prof. Alpha CONDE

DECRET D/2016/149/PRG/SGG DU 10 MAI 2016, PORTANT RATIFICATION DE L'ACCORD DE PRET RELATIF AU PROJET DE CONSTRUCTION DU PONT DE "M AN DIANA" SUR LE FLEUVE "SANKARANI" ENTRE LA REPUBLIQUE DE GUINEE ET LA BANQUE ARABE POUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE EN AFRIQUE (BADEA), SIGNE LE 09 JUIN 2015 A MAPUTO.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu la Loi L/2015/017/AN du 27 Juillet 2015, autorisant la ratification ;

Vu le Décret D/2015/147/PRG/SGG du 28 Juillet 2015, portant promulgation de la Loi L/2015/017/AN du 27 Juillet 2015 ;

DECRETE:

Article 1^{er} : Est ratifié l'Accord de prêt relatif au Projet de construction du Pont de "Mandiana" sur le fleuve "Sankarani" entre la République de Guinée et la Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique (BADEA), signé le 09 Juin 2015 à Maputo pour un montant de 11,6 millions (onze millions six cent mille) dollars US.

Article 2 : Le présent Décret qui prend effet à compter de sa date de signature, sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 10 Mai 2016

Prof. Alpha CONDE

DECRET D/2016/150/PRG/SGG DU 10 MAI 2016, RELATIF A L'IMMATRICULATION DES VEHICULES AUTOMOBILES AFFECTES AU SERVICE DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution en ses articles 45 et 46 ;

Vu la Loi L/2001/029/AN du 31 Décembre 2001, portant Principes Fondamentaux de Création, d'Organisation et des Structures des Services Publics ;

Vu le Décret D/2012/132/PRG/SGG du 12 Décembre 2012, portant Organisation de la Présidence de la République ;

Vu le Décret D/2015/226/PRG/SGG du 26 Décembre 2015, portant nomination du Premier Ministre, Chef du Gouvernement ;

Vu le Décret D/2015/227/PRG/SGG du 30 Décembre 2015, portant Structure du Gouvernement ;

Vu le Décret D/2016/003/PRG/SGG du 04 Janvier 2016, portant nomination des Membres du Gouvernement.

DECRETE:

Article 1^{er}: Les véhicules automobiles affectés au service du Président de la République change de plaque d'immatriculation.

Article 2: Les plaques que portent lesdits véhicules se présentent sur fond BLANC avec des lettres en couleur NOIR "PR".

Article 3 : Le présent Décret qui prend effet à compter de sa date de signature, sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 10 Mai 2016

Prof. Alpha CONDE

ARRETES

**MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT PRE-UNIVERSITAIRE
ET DE L'ALPHABETISATION**

**ARRETE A/2016/075/MEPU-A/CAB/DRH/SGG DU 23
FEVRIER 2016, PORTANT CREATION D'UNE
COMMISSION DE PASSATION DE MARCHES
PUBLICS (CPMP) AU SEIN DU MINISTERE DE
L'ENSEIGNEMENT PRE-UNIVERSITAIRE ET DE
L'ALPHABETISATION (MEPU-A).**

LE MINISTRE,

Vu la Constitution;
Vu la Loi L/2001/028/AN du 31 Décembre 2001, portant Statut Général des Fonctionnaires;
Vu la Loi L/2001/029/AN du 31 Décembre 2001, portant Principes Fondamentaux de Création, d'Organisation des Structures des Services Publics;
Vu le Décret D/2011/095/PRG/SGG du 18 Mars 2011, portant Attributions et Organisation du MEPU-EC;
Vu le Décret D/2014/169/PRG/SGG du 22 Juillet 2014, portant Création Attributions, Organisation et Fonctionnement des Organes de Passation et de Contrôle des Marchés Publics des Autorités Contractantes;
Vu le Décret D/2015/226/PRG/SGG du 26 Décembre 2015, portant nomination du Premier Ministre, Chef du Gouvernement;
Vu le Décret D/2015/227/PRG/SGG du 30 Décembre 2015, portant Structure du Gouvernement;
Vu le Décret D/2016/003/PRG/SGG du 04 Janvier 2016, portant nomination des Membres du Gouvernement;
Vu l'Arrêté A/2015/067/MEF/SGG du 28 Janvier 2015, portant fixation des seuls de passation, de Contrôle et d'Approbation des Marchés Publics applicable à l'Etat, aux Services Déconcentrés et aux Etablissements Publics Respectifs;
Vu les nécessités de service;

ARRETE :

Article 1^{er} : Il est créé au sein du Ministère de l'Enseignement Pré-Universitaire et de l'Alphabétisation une Commission de Passation de Marchés Publics.

Article 2 : Cette commission est composée comme suit :

1 - PRESIDENT : Monsieur Mouctar KEITA Personne Responsable des Marchés Publics près du MEPU-A;

2-RAPPORTEUR : Monsieur Sory DIAKITE Chef Comptable Matière et Matériels près du MEPU-A;

3-MEMBRES:

Madame Hadja PASSY KOUROUMA Directrice Nationale Adjointe D.N.E.E,

Monsieur Mamady DIAKITE S.N.I.E.S. ;

Monsieur SYLLA Mohamed Comptable MEPU-A

Article 3 : La Commission de passation est chargée de conduire la procédure de passation de marché depuis le choix de cette dernière jusqu'à la désignation et l'approbation du marché définitif,

Les travaux de la commission sont sanctionnés par un Procès Verbal d'ouverture et d'évaluation des offres dont copie sera jointe au dossier d'engagement budgétaire.

Article 4 : Le présent Arrêté qui prend effet à compter de sa date de signature, sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 23 Février 2016

Dr Ibrahima KOUROUMA

MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE

**ARRETE A/2016/213/MMG/SGG DU 11 MARS 2016,
PORTANT OCTROI DES PERMIS DE RECHERCHES
MINIERES A LA SOCIETE TODALMINE LTD-SARL.**

LE MINISTRE,

Vu la Constitution;
Vu la Loi L/2011/006/CNT du 09 Septembre 2011, portant Code Minier de la République de Guinée;
Vu le Décret D/2011/112/PRG/SGG du 11 Avril 2011, portant Attributions et Organisation du Ministère des Mines et de la Géologie;
Vu le Décret D/2015/226/PRG/SGG du 26 Décembre 2015, portant nomination du Premier Ministre, Chef du Gouvernement;
Vu le Décret D/2015/227/PRG/SGG du 30 Décembre 2015, portant Structure du Gouvernement;
Vu le Décret D/2016/003/PRG/SGG du 04 Janvier 2016, portant nomination des Membres du Gouvernement;
Vu la Demande de permis de recherches formulée par la Société **TODALMINE LTD- SARL.**, en date du 06 Octobre 2015;
Sur Recommandation du Centre de Promotion et de Développement Miniers après examen et avis du Comité Technique des Titres;

ARRETE:

Article 1^{er} : Il est accordé à la Société **TODALMINE LTD-SARL**, dont le siège Social est établi à Belle-Vue, Commune de Dixinn - Conakry, République de Guinée Téléphone (+224) 622 34 36 86, / (+224) 662 07 29 68 Email: toaalmine+Godvengineering.com, enregistrée au Registre du Commerce et de Crédit Mobilier sous le N°RCCM/GC-KAL/065.958/2015; N°ENTREPRISE/RCCM/GC-KAL/060.220/2015, **Deux (2) Permis de Recherches Minières pour la Bauxite**, couvrant une superficie totale de **651 Km²** dans la Préfecture de **Dubrèka**.

Article 2 : La durée de validité des présents Permis est fixée à trois ans (3) ans renouvelables, conformément aux dispositions visées aux Articles 23 et 24 du Code Minier. Ces Permis sont inscrits dans le Registre des Titres Miniers ouvert à cet effet à la Division Informations Géologiques et Minières du CPDM sous le numéro **N°A/2016/003/DIGM/CPDM**.

Article 3 : Conformément au plan 1/200 000 de la feuille Télimélé (NC-28-XVII), le périmètre du permis ainsi accordé est défini par les coordonnées géographiques ci-dessous :

POINTS LATITUDE NORD LONGITUDE OUEST

| | | |
|---|-------------|-------------|
| A | 10° 25' 32" | 13° 30' 00" |
| B | 10° 25' 32" | 13° 23' 46" |
| C | 10° 20' 54" | 13° 23' 46" |
| D | 10° 20' 54" | 13° 15' 00" |
| E | 10° 10' 00" | 13° 15' 00" |
| F | 10° 10' 00" | 13° 30' 00" |

Article 4 : A compter de la date d'effet des présent Permis, le titulaire, la Société **TODALMINE LTD- SARL** a l'obligation d'exécuter conformément à la réglementation minière en vigueur, son programme des travaux et le budget relatifs à l'exploration et à la prospection soit : Deux millions trois cent mille (2 300 000) Dollars US tel que soumis pour examen et approbation au CPDM.

Le début des travaux ainsi que celui de l'exécution de ce budget doivent intervenir dans un délai maximum de six (6) mois à compter de la date de signature des présent permis.

Le titulaire, la Société **TODALMINE LTD- SARL** fera en sorte que les fonds nécessaires à l'exécution normale et ininterrompue des travaux soient toujours disponibles en Guinée et utilisables pour le projet de recherches susvisé.

Article 5 : Conformément à l'article 194 du Code Minier, le titulaire des présents Permis est tenu de faire une déclaration au préalable à la Direction Nationale des Mines, un (1) mois avant l'ouverture des travaux et trois (3) mois avant leur fermeture.

Article 6 : En raison de l'étendue de la zone des travaux (651 Km²), le titulaire des présents titres a l'obligation de conduire sur l'ensemble des Permis une étude stratégique appropriée, permettant une meilleure connaissance des ressources et réserves sur le site. Les résultats de cette étude stratégique (Schéma de disposition des sondages avec coordonnées géo-référencées bien précises, logs des sondages, résultats d'échantillons etc..) seront consignés dans les rapports d'activités trimestriels et transmis au CPDM.

Article 7 : Conformément à l'article 75 du Code Minier, les activités du Titulaire, la Société **TODALMINE LTD- SARL**, devront être conduites pour le Bauxite de façon à ne pas causer de préjudice à l'activité des Titulaires les plus anciens évoluant dans la zone pour des substances autres que le Bauxite.

Article 8 : Conformément aux dispositions visées à l'article 81 du code minier, pendant la validité des présents titres, le titulaire, la Société **TODALMINE LTD- SARL** est soumis aux obligations suivantes :

- De fournir au CPDM les rapports d'activités mensuels et financiers trimestriels en cinq (5) exemplaires.
- De faire-part au CPDM de la découverte de toute autre substance au cours des travaux de recherches.
- De faire suivre les travaux de recherches et de prospection par la Direction Nationale de la Géologie (DNG).

Article 9 : Au titre du présent Permis, les obligations du Titulaire, la Société **TODALMINE LTD-SARL**, relatives au respect de la réglementation de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs, à la préservation de l'environnement et à la remise en état des zones affectées par les travaux sont régies conformément aux dispositions visées aux articles 64; 104 ; 143 et 144 du code minier et à celles visées aux articles 20, 60, 69 du code de l'environnement.

Article 10 : En cas de mise en évidence d'un ou de plusieurs gisements économiquement exploitables et à la demande du titulaire, un ou plusieurs permis d'exploitation lui seront accordés conformément à la réglementation minière en vigueur.

Article 11 : Outre les dispositions ci-dessus mentionnées, le titulaire du présent Permis est soumis aux paiements :

- Des frais d'instruction fixés forfaitaires suivant l'Arrêté Conjoint AC/2008/3765/MEF- **MMG/SGG** du 10 Octobre 2008 à Cinq cent (500) Dollars US par permis soit un total de Mille (1000) Dollars US, payables en Francs Guinéens au Compte N° **41 11 946** du CPDM, conformément au taux du jour de la Banque Centrale de la République de Guinée.

- D'un droit de timbre fixé suivant l'Arrêté Conjoint AC/2008/3765/MEF-MMG/SGG du 10 Octobre 2008 à Quinze (15) Dollars US par Km², soit au total : Neuf mille sept cent soixante cinq (9 765) Dollars US dont :

- Six mille huit cent trente cinq (6 835) Dollars US, à verser au **Compte Devise N°41 11 069** du Trésor Public à la Banque Centrale de la République de Guinée ;

- Deux mille neuf cent trente (2 930) Dollars US, payables en Francs guinéens au taux du jour de la Banque Centrale, au Compte N° **41 11 326** du Fonds d'investissement Miniers à la Banque Centrale de la République de Guinée ;

- D'une redevance superficielle annuelle fixée suivant l'Arrêté Conjoint AC/2008/3765/MEF-MMG/SGG du 10 Octobre 2008 à Dix Dollars US par Km² (10 \$US/Km²/an), soit au total :

- Six mille cinq cent dix (6 510) Dollars US, payables en Francs guinéens au taux du jour de la Banque Centrale de la République de Guinée, au lieu d'implantation des permis de recherches sus visés.

Cinq copies certifiées du reçu de versement doivent être déposées obligatoirement au CPDM, pour enregistrement.

- Des Frais de publication au Journal Officiel (JO), au Compte du Service JO/SGG, à la Banque Centrale de la République de Guinée

Article 12 : Une suspension des droits et taxes liées à l'importation de l'équipement et du matériel de prospection sera accordée au titulaire, la Société **TODALMINE LTD-SARL** du présent Permis, en accord avec le Ministère de l'Economie et des Finances.

La liste des équipements et matériels sera soumise au préalable au CPDM pour avis technique.

Article 13 : Avant l'expiration de la période pour laquelle le présent permis de recherches. A été accordé, il pourrait y être mis fin par l'administration minière aux conditions suivantes

- Le manquement par le titulaire, la Société **TODALMINE LTD- SARL** aux obligations lui incombant en vertu des articles 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 11 ci-dessus.

- Les autres causes de retrait énoncées à l'article 88 du code minier pour l'exécution desquelles une mise en demeure écrite n'aura pas produit d'effet dans un délai de trente (30) jours.

Article 14 : Le Centre de Promotion et de Développement Miniers, la Direction Nationale des Mines, la Direction Nationale de la Géologie, la Direction Régionale des Mines de Kindia, la Direction Préfectorale des Mines et Carrières de Dubréka sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent Arrêté.

Article 15 : Le présent Arrêté qui prend effet à compter de sa date de signature, sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 11 Mars 2016

MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DE LA REFORME DE L'ETAT ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION

ARRETE A/2016/231/MFPREMA/03031215AMD/DNGC/DGCE/SGG DU 14 MARS 2016, PORTANT RADIATION DE QUATORZE (14) FONCTIONNAIRES SUITE DECES.

LE MINISTRE,

Vu la Constitution;

Vu la Loi L/2001/028/AN du 31 Décembre 2001, Portant Statut Général des Fonctionnaires ;

Vu le Décret D/2014/072/PRG/SGG du 07 Avril 2014, portant Attributions et Organisation du Ministère de la Fonction Publique de la Réforme de l'Etat et de la Modernisation de l'Administration ;

Vu le Décret D/2014/108/PRG/SGG du 20 Mai 2014, portant nomination de Hauts Cadres au Ministère de la Fonction Publique, de la Réforme de l'Etat et de la Modernisation de l'Administration ;

Vu le Décret D/2015/226/PRG/SGG du 26 Décembre 2015, portant nomination du Premier Ministre, Chef du Gouvernement ;

Vu le Décret D/2015/227/PRG/SGG du 30 Décembre 2015, portant Structure du Gouvernement ;

Vu le Décret D/2016/003/PRG/SGG du 04 Janvier 2016, portant nomination des Membres du Gouvernement ;

Vu les lettres N°5623/MAEGE/CAB/DRH/2015 du 10 Novembre 2015, N°184/PF/CAB/2015 du 02 Novembre 2015 et N°015/P-BOF/DRH/2015 du 26 Octobre 2015 ;

Vu les dossiers des intéressés.

ARRETE:

Article 1^{er} : Les quatorze (14) Fonctionnaires désignés ci-après, de divers Cadres Uniques et Corps, en service dans différents Préfectures et Communes, décédés en activité, sont radiés des effectifs de la Fonction Publique, conformément au tableau ci-dessous :

| N° | Mle | Nom & Prénoms | Situat. Admin. | | | | Dates | | | Service |
|----|---------|----------------------|----------------|-----|----|------|-------|------|-------|------------|
| | | | H | G | E | Ind. | Nais. | Eng. | Décès | |
| 1 | 189114W | BARRY Pathé | A | V | 08 | 1930 | 1955 | 1982 | 2013 | P/Fria |
| 2 | 174768Z | CAMARA Aboubacar Ibn | A | VI | 12 | 2270 | 1957 | 1982 | 2014 | G/Kindia |
| 3 | 186110C | CAMARA Ansoumane | A | V | 07 | 1910 | 1951 | 1978 | 2014 | P/Boffa |
| 4 | 170627T | CAMARA Morlaye | B | IV | 12 | 1205 | 1957 | 1981 | 2014 | C/Matoto |
| 5 | 153998R | CAMARA Nifanly | B | IV | 12 | 1205 | 1955 | 1978 | 2006 | C/Kaloum |
| 6 | 169762D | CISSE Djamilatou | B | VII | 12 | 1751 | 1956 | 1981 | 2012 | C/Dixinn |
| 7 | 167782N | CONTE Aly | A | IV | 01 | 1530 | 1956 | 1981 | 2015 | P/Fria |
| 8 | 160153P | DIALLO Alpha Oumar | B | I | 03 | 764 | 1955 | 1979 | 2004 | P/Koundara |
| 9 | 190218L | DIALLO Mamadou Baïlo | A | V | 01 | 1790 | 1963 | 1989 | 2015 | P/Mamou |
| 10 | 192028X | DIALLO Mamadou Bella | B | V | 09 | 1345 | 1957 | 1986 | 2014 | P/Dabola |
| 11 | 195046V | KABA Adama Sékou | A | V | 06 | 1890 | 1962 | 1990 | 2014 | P/Kankan |
| 12 | 188328T | KOUROUMA Moussa | A | VII | 05 | 2390 | 1950 | 1975 | 2012 | MESRS |
| 13 | 192409P | NABE Mamady | B | V | 07 | 1317 | 1957 | 1986 | 2014 | P/Mamou |
| 14 | 193950Z | TOURE Aïssatou | B | VII | 09 | 1709 | 1957 | 1984 | 2013 | MAEGE |

Article 2 : Un Arrêté du Ministre d'Etat Chargé de l'Economie et des Finances déterminera les droits des intéressés en matière de pension.

Article 3 : Le présent Arrêté qui prend effet à compter de sa date de signature, sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 14 Mars 2016

Sékou KOUROUMA

ARRETE A/2016/900/MFPREMA/DNGC/SCAG/SGG DU 07 AVRIL 2016, RAPPORTANT L'ARRETE A/2015/365/MFPREMA/DNGC/D/3CE DU 02 MARS 2015, PORTANT RADIATION DE DIX (10) FONCTIONNAIRES ET CONTRACTUELS PERMANENTS DE DIVERS DEPARTEMENTS, GOUVERNORATS, PREFECTURES ET COMMUNES.

LE MINISTRE,

Vu la Constitution;

Vu la Loi L/2001/028/AN du 31 Décembre 2001, Portant Statut Général des Fonctionnaires;

Vu le Décret D/2014/072/PRG/SGG du 07 Avril 2014, portant Attributions et Organisation du Ministère de la Fonction Publique de la Réforme de l'Etat et de la Modernisation de l'Administration;

Vu le Décret D/2014/108/PRG/SGG du 20 Mai 2014, portant Nomination des Hauts Cadres au Ministère de la Fonction Publique, de la Réforme de l'Etat et de la Modernisation de l'Administration;

Vu le Décret D/2015/226/PRG/SGG du 26 Décembre 2015, portant nomination du Premier Ministre, Chef du Gouvernement;

Vu le Décret D/2015/227/PRG/SGG du 30 Décembre 2015, portant Structure du Gouvernement;

Vu le Décret D/2016/003/PRG/SGG du 04 Janvier 2016, portant nomination des Membres du Gouvernement;

Vu l'Arrêté A/2015/365/MFPREMA/DNGC/DGCE du 02 Mars 2015, portant mise à la retraite de l'intéressé;

Vu la lettre n°011/RAF/P.KISS1 du 17 Mars 2016, transmettant le dossier;

Vu les nécessités de service et le poste budgétairement autorisé.

ARRETE:

Article 1^{er}: Est et demeure rapporté l'Arrêté A/2015/365/MFPREMA/DNGC/DGCE du 02 Mars 2015, portant radiation de dix (10) Fonctionnaires et Contractuels Permanents de divers Départements, Gouvernorats, Préfectures et Communes, en ce qui concerne de Monsieur **TRAORE Fodé** Matricule **182392A**, Ingénieur, précédemment en service au Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation (Préfecture de Guéckédou), radié par erreur, suite décès.

Article 2: L'intéressé étant en activité nommé Secrétaire Général des Collectivités Décentralisées de la Préfecture de Guéckédou suivant Décret D/2011/267/PRG/SGG du 09 Septembre 2011 né le 18/10/1956, est réintégré dans les effectifs de la Fonction Publique et reste maintenu en position d'activité à son service d'origine conformément aux textes statutaires et réglementaires en vigueur.

Article 3: La dépense est imputable au Budget du Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation, Exercice 2016.

Article 4 : Le présent Arrêté qui prend effet à compter de sa date de signature, sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 07 Avril 2016

Sékou KOUROUMA

**ARRETE A/2016/1192/MFPREMA/05250216AMD/
DNGC/ SCAG/SGG DU 14 AVRIL 2016, PORTANT
RADIATION DE TRENTE HUIT (38)
FONCTIONNAIRES SUITE DECES.**

LE MINISTRE,

Vu la Constitution;
Vu la Loi L/2001/028/AN du 31 Décembre 2001, Portant Statut Général des Fonctionnaires;
Vu le Décret D/2014/072/PRG/SGG du 07 Avril 2014, portant Attributions et Organisation du Ministère de la Fonction Publique de la Réforme de l'Etat et de la Modernisation de l'Administration;
Vu le Décret D/2014/108/PRG/SGG du 20 Mai 2014, portant Nomination de hauts Cadres au Ministère de la Fonction Publique, de la Réforme de l'Etat et de la Modernisation de l'Administration;
Vu le Décret D/2015/226/PRG/SGG du 26 Décembre 2015, portant nomination du Premier Ministre, Chef du Gouvernement;

Vu le Décret D/2015/227/PRG/SGG du 30 Décembre 2015, portant Structure du Gouvernement;
Vu le Décret D/2016/003/PRG/SGG du 04 Janvier 2016, Portant nomination des Membres du Gouvernement;
Vu les lettres N°0001651/MD/DRH/SC du 31 Décembre 2015; N°0020/MEPU-A/CAB/2016/DRH du 07 Janvier 2016; N°0005/MEPU-A/CAB/2016/DRH du 04 Janvier 2016; N°0890/MASPFE/CAB/2015 du 21 Décembre 2015; N°0004/MESRS/CAB du 11 Janvier 2016; N°046/PP/CS/15 du 26 Mars 2015 et N°0016/MEF/CAB/DRH/2016 du 27 Janvier 2016;

Vu les dossiers des intéressés,

ARRETE:

Article 1^{er} : Les trente huit (38) Fonctionnaires désignés ci-après, de divers Cadres uniques et Corps, en service dans différents Départements Ministériels, Préfectures et Communes, décédés en activité, sont radiés des effectifs de la Fonction Publique, conformément au tableau ci-dessous:

| N° | Mle | Nom & Prénoms | Situat. Admin. | | | | Dates | | | Service |
|----|---------|----------------------|----------------|-----|----|------|-------|------|-------|------------|
| | | | H | S | E | Ind. | Nais. | Eng. | Decès | |
| 1 | 141672L | BAH Amadou | A | VII | 12 | 2530 | 1956 | 1979 | 2014 | MSPC |
| 2 | 152340B | BAH Souleymane | C | VII | 01 | 1205 | 1952 | 1978 | 2012 | P/Mamou |
| 3 | 112101M | BALDE Djobo | B | / | 06 | 1303 | 1954 | 1976 | 2014 | P/Kound. |
| 4 | 178408K | BALDE Mamoudatou | A | II | 07 | 1420 | 1955 | 1981 | 2014 | C/Matoto |
| 5 | 143301Y | BALDE Tahrou | A | VII | 12 | 2530 | 1952 | 1976 | 2014 | MESRS |
| 6 | 157093C | BARRY Abdoulaye | A | VI | 07 | 2170 | 1951 | 1977 | 2014 | M. Justice |
| 7 | 142396C | CAMARA Hawa | II | III | 02 | 775 | 1955 | 1975 | 2015 | MPTNTI |
| 8 | 179432J | CAMARA Mangué | B | VI | 01 | 1415 | 1959 | 1980 | 2014 | MSPC |
| 9 | 192208Z | CAMARA Nana | A | VI | 12 | 2270 | 1960 | 1988 | 2012 | C/Matam |
| 10 | 185600H | CAMARA Ousmanne | B | VI | 01 | 1415 | 1960 | 1981 | 2014 | MEF |
| 11 | 217582H | CONDE Balla | B | I | 10 | 904 | 1978 | 2001 | 2014 | P/Mamou |
| 12 | 199036H | CONDE Moussa | A | II | 05 | 1400 | 1962 | 1994 | 2011 | C/Matam |
| 13 | 173288T | CONTE Sény | A | V | 01 | 1790 | 1959 | 1986 | 2013 | MEEF |
| | 244229L | DANSOKO Mouctar | A | I | 11 | 1200 | 1975 | 2008 | 2013 | MASPFE |
| 15 | 260759S | DIABY Mamadou | A | II | 04 | 1260 | 1974 | 2008 | 2015 | MEF |
| 16 | 157994Y | DIABY Ousmane | B | VI | 03 | 1443 | 1952 | 1979 | 2012 | MEF |
| 17 | 143383X | DIAKITE Bakary Dian | A | VI | 06 | 2150 | 1951 | 1976 | 2015 | METFPET |
| 18 | 146331C | DIALLO Mamadou Alpha | A | VII | 08 | 2450 | 1955 | 1974 | 2014 | MPTNTI |
| 19 | 190218L | DIALLO Mamadou Baïlo | A | V | 01 | 1790 | 1963 | 1989 | 2015 | P/Mamou |
| 20 | 103854S | DIALLO Mamadou Boké | B | V | 01 | 1233 | 1953 | 1980 | 2008 | P/Boffa |
| 21 | 195573H | DIALLO Mouctar | C | IV | 09 | 895 | 1962 | 1990 | 2010 | P/Télimélé |
| 22 | 184390N | DOUMBOUYA Djibril | A | IV | 05 | 1610 | 1958 | 1985 | 2013 | P/Mamou |
| 23 | 151442G | DOUNO Sidiki | A | IV | 01 | 1530 | 1956 | 1978 | 2010 | C/Matam |
| 24 | 211232E | FOFANA Mamadou | B | III | 08 | 981 | 1978 | 2005 | 2015 | M. Santé |
| 25 | 244107M | GUILAVOGUI Jeanne | B | I | 11 | 820 | 1980 | 2008 | 2015 | MASPFE |
| 26 | 193935m | KABA Tiguidanké | C | IV | 11 | 715 | 1960 | 1989 | 2011 | P/Kssa. |
| 27 | 199498P | KEÏTA Dougo | B | IV | 06 | 1121 | 1964 | 1991 | 2014 | P/Mamou |
| 28 | 171394S | KEÏTA Fanta | B | VII | 12 | 1751 | 1958 | 1982 | 2011 | C/Ratoma |
| 29 | 181873L | MANSARE Aboubacar | A | IV | 07 | 1650 | 1963 | 1983 | 2014 | MEF |
| 30 | 154736Y | MANSARE Famary | B | V | 01 | 1415 | 1957 | 1982 | 2015 | P/Mamou |
| 31 | 192012P | MILLIMONO Sâa | B | V | 06 | 1303 | 1955 | 1986 | 2014 | P/Mamou |
| 32 | 212057D | SINAYOKO Diamady | A | I | 08 | 1173 | 1967 | 2005 | 2008 | C/Ratoma |
| 33 | 165542T | SYLLA Ansoumane | B | VI | 06 | 1485 | 1956 | 1981 | 2014 | P/Kindia |
| 34 | 103857V | SYLLA Fatournata | B | IV | 12 | 1205 | 1957 | 1980 | 2014 | P/Boké |
| 35 | 186023F | SYLLA Kanke | B | V | 07 | 1317 | 1958 | 1985 | 2015 | C/Kaloum |
| 36 | 131167W | TOURE Faya | A | V | 09 | 1990 | 1951 | 1969 | 2013 | P/Kissid. |
| 37 | 187482V | TOURE Mickael | A | V | 01 | 1790 | 1956 | 1985 | 2015 | C/Kaloum |
| 38 | 225801A | TRAORE Sékou Mady | A | VII | 12 | 2530 | 1965 | 1981 | 2013 | MMG |

Article 2 : Un Arrêté du Ministre d'Etat Chargé de l'Economie et des Finances déterminera les droits des intéressés en matière de pension.

Article 3 : Le présent Arrêté qui prend effet à compter de sa date de signature, sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 14 Avril 2016

Sékou KOUROUMA

ARRETE A/2016/1218/MFPREMA/05150316AMD/DNGC/SCAG/SGG DU 15 AVRIL 2016, PORTANT RADIATION DE DIX HUIT (18) FONCTIONNAIRES SUITE DECES.

LE MINISTRE,

Vu la Constitution;

Vu la Loi L/2001/028/AN du 31 Décembre 2001, Portant Statut Général des Fonctionnaires ;

Vu le Décret D/2014/072/PRG/SGG du 07 Avril 2014, portant Attributions et Organisation du Ministère de la Fonction Publique de la Réforme de l'Etat et de la Modernisation de l'Administration ;

Vu le Décret D/2014/108/PRG/SGG du 20 Mai 2014, portant Nomination de hauts Cadres au Ministère de la Fonction Publique, de la Réforme de l'Etat et de la Modernisation de l'Administration;

Vu le Décret D/2015/226/PRG/SGG du 26 Décembre 2015, portant nomination du Premier Ministre, Chef du Gouvernement ;

Vu le Décret D/2015/227/PRG/SGG du 30 Décembre 2015, portant Structure du Gouvernement ;

Vu le Décret D/2016/003/PRG/SGG du 04 Janvier 2016, portant nomination des Membres du Gouvernement ;

Vu les lettres N°093/MS/CAB/2016 du 26 Janvier 2016 ; N°752/MFPREMA/CAB/IGAP/2016 du 18 Janvier 2016 ;

Vu les dossiers des intéressés,

ARRETE:

Article 1^{er} : Les dix huit (18) Fonctionnaires désignés ci-après, de divers Cadres Uniques et Corps, en service dans différents Départements Ministériels, Préfectures et Communes, décédés en activité, sont radiés des effectifs de la Fonction Publique, conformément au tableau ci-dessous :

| N° | Mle | Nom & Prénoms | Situat. Admin. | | | | Dates | | | Service |
|----|---------|-----------------------|----------------|-----|----|------|-------|------|-------|-----------|
| | | | H | G | E | Ind. | Nais. | Eng. | Décès | |
| 1 | 211059N | BAH Adama | A | VII | 12 | 2530 | 1964 | 1990 | 2013 | MIPMEPSP |
| 2 | 165485S | BANGOURA Abdoulaye | B | IV | 04 | 1093 | 1957 | 1993 | 2013 | P/Kindia |
| 3 | 116551K | BANGOURA Aboubacar | B | VI | 12 | 1569 | 1956 | 1981 | 2012 | P/Kindia |
| 4 | 172884M | CAMARA Aboubacar | B | III | 11 | 1002 | 1956 | 1982 | 2005 | P/Kindia |
| 5 | 195443P | CAMARA Ansoumane | B | IV | 10 | 1117 | 1956 | 1961 | 2014 | P/Kindia |
| 6 | 198099K | CONDE Aboubacar | B | VI | 01 | 1415 | 1970 | 1993 | 2015 | P/Kindia |
| 7 | 177770A | CONDE M'Mah | A | I | 11 | 1200 | 1958 | 1983 | 2013 | P/Kindia |
| 8 | 167905Y | DIABATE Kaba | A | VII | 12 | 2530 | 1956 | 1981 | 2013 | MEF |
| 9 | 143383X | DIAKITE Bakary Dian | A | VI | 06 | 2150 | 1951 | 1976 | 2014 | METFPET |
| 10 | 186063A | DIALLO Ibrahima Aliou | A | V | 07 | 1910 | 1956 | 1985 | 2015 | P/Kound. |
| 11 | 199368J | DOUNO Sidiki | A | IV | 06 | 1630 | 1964 | 1995 | 2013 | P/Kindia |
| 12 | 189154N | KEÏTA Mohamed Kobélé | B | VI | 03 | 1443 | 1959 | 1982 | 2012 | M. Santé |
| 13 | 211836P | KOUROUMA Sékouba | A | II | 03 | 1250 | 1976 | 2006 | 2015 | MB |
| 14 | 177768G | LOUA Appolinaire | A | VI | 02 | 2070 | 1954 | 1983 | 2013 | P/Kindia |
| 15 | 151588B | MILLIMONO Famoï | A | VII | 11 | 2510 | 1954 | 1979 | 2011 | P/Kissid. |
| 16 | 176104A | SYLLA Ousmane | B | IV | 11 | 1191 | 1957 | 1982 | 2014 | P/Kindia |
| 17 | 123582H | TOURE Ousmane | A | VI | 11 | 2250 | 1951 | 1963 | 2014 | P/Kindia |
| 18 | 193816H | YATTARA Fatoumata | B | V | 06 | 1303 | 1966 | 1990 | 2014 | P/Kindia |

Article 2 : Un Arrêté du Ministre d'Etat Chargé de l'Economie et des Finances déterminera les droits des intéressés en matière de pension.

Article 3 : Le présent Arrêté qui prend effet à compter de sa date de signature, sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 15 Avril 2016

Sékou KOUROUMA

ARRETE A/2016/1228/MFPREMA/SNCEPC/SGG DU 15 AVRIL 2016, PORTANT RECTIFICATIF DE L'ARRETE A/2015/6694/MFPREMA/SNCEPC/SGG DU 28 DECEMBRE 2015 RELATIF A L'ADMISSIBILITE AU CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE (CAP) DES EXAMENS PROFESSIONNELS DES ENSEIGNANTS, SESSION 2015.

LE MINISTRE,

Vu la Constitution;
Vu la Loi L/2001/028/AN du 31 Décembre 2001, Portant Statut Général des Fonctionnaires;
Vu le Décret D/2014/072/PRG/SGG du 07 Avril 2014, portant Attributions et Organisation du Ministère de la Fonction Publique de la Reforme de l'Etat et de la Modernisation de l'Administration;
Vu le Décret D/2015/226/PRG/SGG du 26 Décembre 2015, portant nomination du Premier Ministre, Chef du Gouvernement;
Vu le Décret D/2015/227/PRG/SGG du 30 Décembre 2015, portant Structure du Gouvernement;

Vu le Décret D/2016/003/PRG/SGG du 04 Janvier 2016, portant nomination des Membres du Gouvernement;
Vu l'Arrêté A/2015/056/MFPREMA/CAB/DNGPEEC du 27 Janvier 2015, portant Attributions et Organisation du Service National Concours, Examens Professionnels et de Contrats;
Vu les Notes de service N°098 et 116/MFPREMA/SNCEPC des 21 Mai et 09 Septembre 2015, portant respectivement désignation des membres du jury de Secrétariat de correction des épreuves écrite des examens professionnels des enseignants session 2015.

ARRETE:

Article 1^{er} : L'Arrêté A/2015/6694/MFPREMA/SNCEPC /2015 du 28 Décembre 2015 portant Admissibilité au Certificat d'Aptitude Professionnelle (CAP) des Examens Professionnels des Enseignants, Session 2015 est rectifié en son Article 1^{er} comme suit :

AU LIEU DE :

Option : Enseignement Général

| Rang | PV | Centre | Matricules | Nom et Prénoms |
|------|------|---------|------------|-------------------------|
| 54 | 427 | KINDIA | 256295L | CAMARA SARAN TIRANKE |
| 96 | 363 | KINDIA | 241432R | BANGOURA MARIE CLAUDE |
| 200 | 169 | LABE | 242691Y | BALDE YOUNOUSSA |
| 344 | 249 | KINDIA | 232351A | DIAKITE AMINATA |
| 547 | 480 | CONAKRY | 242396A | SOW SALIMATOU |
| 689 | 41 | LABE | 232107R | DIALLO ALIOU BAÏLO |
| 729 | 210 | BOKE | 242502H | GNAÏSSA MAÏMOUNA |
| 775 | 174 | LABE | 232638D | TRAORE BYA |
| 822 | 457 | CONAKRY | 240920H | DIALLO MARIAMA SADJO |
| 845 | 90 | MAMOU | 234495B | TRAORE FATOUMATA |
| 885 | 166 | BOKE | 243444C | MANET MOUCTAR |
| 1071 | 1894 | FARANAH | 235288V | GNAN ZOMY |
| 1237 | 178 | FARANAH | 235288V | GNAN ZOMY |
| 1262 | 18 | LABE | 241851N | MONEMOU TOKPA |
| 1348 | 162 | CONAKRY | 242353Z | CAMARA MOHAMED LAMINE |
| 1583 | 86 | FARANAH | 143568E | SYLLA MARIAMA |
| 1646 | 93 | BOKE | 203969F | KEÏTA SANKOUMBA |
| 1714 | 19 | FARANAH | 232302E | DIALLO AMAR RAMATOULAYE |
| 1726 | 86 | CONAKRY | 245412Y | KEÏTA ISSA |

LIRE ET ECRIRE :

Option : Enseignement Général

| Rang | PV | Centre | Matricules | Nom et Prénoms |
|------|------|---------|------------|-------------------------------|
| 54 | 427 | KINDIA | 252695L | CAMARA SARAN TIRANKE |
| 96 | 363 | KINDIA | 241432X | BANGOURA MARIE CLAUDE |
| 200 | 169 | LABE | 242691Y | CAMARA SAMBA |
| 344 | 249 | KINDIA | 232351B | DIAKITE AMINATA |
| 547 | 480 | CONAKRY | 242531Z | CAMARA MOHAMED LAMINE |
| 689 | 41 | LABE | 242579N | DIALLO THIerno BOUBACAR PATHE |
| 729 | 210 | BOKE | 234438W | KEÏTA FATOUMATA |
| 775 | 174 | LABE | 232638D | DIALLO BOUBACAR SIDY |
| 822 | 457 | CONAKRY | 245412Y | KEÏTA ISSA |
| 845 | 90 | MAMOU | 223026J | BAH AÏSSATOU 2 |
| 885 | 166 | BOKE | 242537Y | CAMARA RAMATOULAYE |
| 1071 | 1894 | FARANAH | 243324D | DIIOUBATE MORISSANDAN |
| 1237 | 178 | FARANAH | 235288V | GNAN ZOMY |
| 1262 | 18 | LABE | 241858N | SANE SADOU BAÏLO |
| 1348 | 162 | CONAKRY | 241680A | SOW MAMADOU BINTA |
| 1583 | 86 | FARANAH | 143568E | KEÏTA SARAN |
| 1646 | 93 | BOKE | 230969F | CONDE ABDOULAYE |
| 1714 | 19 | FARANAH | 256377W | BAMBA SARAN |
| 1726 | 86 | CONAKRY | 242396H | SOW SALEMATOU |

Le reste sans changement.

Article 2 : Le présent Arrêté qui prend effet à compter de sa date de signature, sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 15 Avril 2016

Sékou KOUROUMA

**MINISTERE DE LA VILLE ET DE L'AMENAGEMENT
DU TERRITOIRE**

**ARRETE A/2016/1378/MVAT/CAB/SGG DU 03 MAI
2016, PORTANT AFFECTATION D'UN TERRAIN SUB
URBAIN A USAGE DE SERVICE.**

LE MINISTRE,

Vu la Constitution;
Vu l'Ordonnance n°92/019/PRG/SGG du 30 Mars 1992, portant promulgation du Code Foncier et Domaniale en République de Guinée;
Vu le Décret D/2014/071/PRG/SGG du 07 Avril 2014, portant Attributions et Organisation du Ministère de la Ville et de l'Aménagement du Territoire;
Vu le Décret D/2015/226/PRG/SGG du 26 Décembre 2015, portant nomination du Premier Ministre, Chef du Gouvernement;
Vu le Décret D/2015/227/PRG/SGG du 30 Décembre 2015, portant Structure du Gouvernement;
Vu le Décret D/2016/003/PRG/SGG du 04 Janvier 2016, portant nomination des Membres du Gouvernement;
Vu les pièces du dossier;
Sur Proposition du Directeur National des Domaines et du Cadastre.

ARRETE:

Article 1er: Il est affecté au **MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT PRE-UNIVERSITAIRE ET DE L'ALPHABETISATION**, Conakry, le terrain formant une parcelle hors lotissement sise à Wonkifong, Commune Rurale de Wonkifong, Préfecture de Coyah, d'une contenance de **6 ha 19 a 92 ca.**

Article 2: Le terrain ainsi affecté est exclusivement destiné à la construction d'un lycée Technique ou d'un Lycée d'Excellence.

Article 3: Cette affectation reste soumise aux clauses et conditions déterminées ci-dessous :

1- Le nettoyage et la clôture du terrain six mois après la signature du présent Arrêté.

2- L'implantation du Complexe dès la première année.

Article 4: Le délai de mise en valeur définitive est fixé à trois (3) ans.

Article 5: Le non-respect d'une des conditions édictées ci-dessus entraînera la déchéance d'office de l'affectation et le terrain fera ainsi retour au Domaine de l'Etat Guinéen, franc et quitte de toutes dettes et charges.

Article 6: Le présent Arrêté qui prend effet à compter de sa date de signature, sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 03 Mai 2016

Mr Lousény CAMARA

**MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE
ET DE LA DECENTRALISATION**

**ARRETE A/2016/1401/MATD/CAB/SERPROMA/SGG
DU 09 MAI 2016, PORTANT AGREMENT DU RESEAU
GUINEEN DES ORGANISATIONS DE PERSONNES
HANDICAPEES POUR LA PROMOTION DE LA
CONVENTION INTERNATIONALE SUR LES DROITS
DES PERSONNES HANDICAPEES.**

LE MINISTRE,

Vu la Constitution;
Vu la Loi L/2005/013/AN du 4 Juillet 2005, régissant les Associations en République de Guinée;
Vu le Décret D/2011/038/PRG/SSG du 22 Février 2011, portant Attributions et Organisation du Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation;
Vu le Décret D/2015/226/PRG/SGG du 26 Décembre 2015, portant nomination du Premier Ministre, Chef du Gouvernement;

Vu Le Décret D/2015/227/PRG/SGG du 30 Décembre 2015, portant Structure du Gouvernement;

Vu Le Décret D/2016/003/PRG/SGG du 04 Janvier 2016, portant nomination des Membres du Gouvernement;

Vu La Demande présentée par le Réseau Guinéen des Organisations de Personnes Handicapées pour la Promotion de la Convention Internationale sur les Droits des Personnes Handicapées en abrégé **ROPACIDPH**.

ARRETE :

Article 1^{er}: Le Réseau Guinéen des Organisations de Personnes Handicapées pour la Promotion de la Convention Internationale sur les Droits des Personnes Handicapées en abrégé **ROPACIDPH** est agréée en qualité du Réseau, apolitique et à but non lucratif.

Article 2 : Le présent Arrêté qui a une durée de trois (03) ans renouvelable sera considéré automatiquement expiré, si avant la fin des six mois consécutifs à l'échéance, **ROPACIDPH** n'aura pas demandé le renouvellement de son Arrêté.

Ce renouvellement sera subordonné à l'évaluation préalable par les services techniques du **SERPROMA**, des activités réalisées sur le terrain par rapport aux objectifs assignés dans son statut,

Article 3 : Cet Arrêté sera abrogé à tout moment par l'autorité de tutelle dans le cas où l'**ONG**:

- A définitivement cessé ses activités sur le territoire national;
S'éloigne des objectifs qu'elle s'est assignée;

Article 4 : Le siège social du **ROPACIDPH** est fixé à : Conakry.

Article 5 : **ROPACIDPH** a pour objectifs :

- Susciter, promouvoir, appuyer et seconder les pouvoirs publics pour la mise en œuvre de politiques, programmes et plans d'action en faveur des personnes handicapées;

- Défendre les droits et les intérêts des personnes handicapées auprès des pouvoirs publics;

- Contribuer au développement et à la fourniture de services adaptés aux personnes handicapées dans les domaines des services sociaux de base (éducation, santé, habitat, transport etc.);

- Promouvoir le développement de programmes spécifiques en faveur des femmes et des enfants handicapés;

- Contribuer au bien être des personnes handicapées par leur insertion socioprofessionnelle;

- Encourager la promotion d'une législation spéciale et de textes réglementaires spécifiques afin de protéger les droits et les intérêts des personnes handicapées à tous les services de leurs communautés;

- Contribuer à la prévention du VIH/SIDA chez les personnes handicapées ainsi que leur prise en compte par les programmes de lutte contre le VIH/SIDA;

- Susciter un soutien actif des organisations gouvernementales et non gouvernementales, nationales et internationales, des personnes physiques et morales en vue de mettre en œuvre les moyens matériels, financiers et humains nécessaires à la réalisation de ses objectifs.

Article 6 : **ROPACIDPH** est autorisé à élaborer et à réaliser les projets sociaux conformément au plan national et correspondant aux objectifs fixés dans ses statuts.

Article 7 : Avant de procéder à la mise en œuvre de ses projets, **ROPACIDPH** est tenu de conclure des partenariats avec les Départements et/ou les services techniques concernés. Elle doit en outre envoyer une copie de ces accords à l'autorité de tutelle.

Article 8 : **ROPACIDPH** doit présenter un rapport semestriel d'activités au Service National de Réglementation, Promotion des **ONG** et Mouvements Associatifs (**SERPROMA**) pour le suivi des activités.

Article 9 : **ROPACIDPH** est tenu au respect des dispositions de la loi L/2005/013/AN du 04 Juillet 2005, régissant les associations en République de Guinée, ainsi qu'à celles de ses propres statuts et règlement intérieur dans la réalisation de ses objectifs.

Article 10 : Toute modification des statuts du ROPACIDPH devra être signalée au Ministère en charge de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation.

Article 11 : En cas de dissolution statutaire ou d'office, les biens du ROPACIDPH sont dévolus conformément aux dispositions des statuts, à défaut aux organisations poursuivant des objectifs similaires.

Article 12 : Le présent Arrêté qui prend effet à compter de sa date de signature, sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 09 Mai 2016

Général Bouréma CONDE

ARRETE A/2016/1475/MATD/CAB/SERPROMA/SGG DU 16 MAI 2016, PORTANT AGREMENT DE L'ASSOCIATION DES BONNES VOLONTES POUR LE DEVELOPPEMENT DE LA GUINEE <<A.B.V.D.G.>>. LE MINISTRE,

Vu la Constitution;
Vu la Loi L/2005/013/AN du 4 Juillet 2005, régissant les Associations en République de Guinée;
Vu le Décret D/2015/226/PRG/SGG du 26 Décembre 2015, portant nomination du Premier Ministre, Chef du Gouvernement;
Vu Le Décret D/2015/227/PRG/SGG du 30 Décembre 2015, portant Structure du Gouvernement;
Vu Le Décret D/2016/003/PRG/SGG du 04 Janvier 2016, portant nomination des Membres du Gouvernement;
Vu Le Décret D/2016/118/PRG/SGG du 20 Avril 2016, portant Attributions et Organisations du Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation;
Vu La Demande présentée par l'ASSOCIATION DES BONNES VOLONTES POUR LE DEVELOPPEMENT DE LA GUINEE en abrégé <<A.B.V.D.G.>>.

ARRETE :

Article 1^{er} : L'ASSOCIATION DES BONNES VOLONTES POUR LE DEVELOPPEMENT DE LA GUINEE «A.B.V.D.G» est agréée en qualité d'organisation non Gouvernementale de développement à but non lucratif et à caractère apolitique.

Article 2 : Le présent arrêté qui a une durée de trois (3) ans renouvelable sera considéré automatiquement expiré, si avant la fin des six mois consécutifs à l'échéance «A.B.V.D.G» n'aura pas demandé le renouvellement de son arrêté.

Ce renouvellement sera subordonné à l'évaluation préalable par les services techniques du SERPROMA, des activités réalisées sur le terrain par rapport aux objectifs assignés dans son statut.

Article 3 : Cet arrêté sera abrogé à tout moment par l'autorité de tutelle dans le cas où «A.B.V.D.G»:

- A définitivement cessé ses activités sur le territoire national;
- S'éloigne des objectifs qu'elle s'est assignée.

Article 4 : Le siège de «A.B.V.D.G» est fixé à Maferinyah centre I Layah, Préfecture de Forecariah, République de Guinée.

Il pourra, cependant, être transféré à un autre endroit du territoire national sur la base d'une proposition du bureau exécutif approuvée par l'assemblée générale.

Article 5 : L'ASSOCIATION DES BONNES VOLONTES POUR LE DEVELOPPEMENT DE LA GUINEE «A.B.V.D.G» a pour objectifs de:

- Promouvoir et l'accompagnement des initiatives du développement des riverains;
- Lutter contre la dégradation de la nature et de l'environnement;
- Créer des activités aidant la communauté villageoise;
- Contribuer au développement de l'élevage, l'agriculture, la teinture et la saponification;
- Lutter contre les maladies infectieuses et transmissibles chez les personnes vulnérables dans la médecine traditionnelle.

Article 6 : «A.B.V.D.G» est autorisée à élaborer et à réaliser les projets sociaux conformes au plan national et correspondant aux objectifs fixés dans ses statuts.

Article 7 : Avant de procéder à la mise en oeuvre de ses projets, «A.B.V.D.G» est tenue de conclure des partenariats avec les Départements Ministériels et/ou les services Techniques concernés. Elle doit en outre envoyer une copie de ces accords à l'autorité de tutelle.

Article 8 : «A.B.V.D.G» doit présenter un rapport semestriel d'activités au Service National de Réglementation, Promotion des ONG et Mouvements Associatifs (SERPROMA) pour le suivi des activités.

Article 9 : «A.B.V.D.G» est tenue au respect des dispositions de la Loi L/013/AN du 4 Juillet 2005, régissant les associations en République de Guinée, ainsi que celles de ses propres statuts et règlement intérieur dans la réalisation de ses objectifs.

Article 10 : Toute modification des statuts de «A.B.V.D.G» devra être signalée au Ministère en charge de la Décentralisation dans les trente (30) jours qui suivent.

Article 11 : En cas de dissolution statutaire ou d'Office, les biens de «A.B.V.D.G» sont dévolus conformément aux dispositions des Statuts, à défaut aux organisations poursuivant des objectifs similaires.

Article 12 : Le présent Arrêté qui entre en vigueur à compter de sa date de signature, sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 16 Mai 2016

Général Bouréma CONDE

MINISTERE DU BUDGET

ARRETE A/2016/1422/MB/CAB/SGG DU 11 MAI 2016, PORTANT EXONERATION DE TOUS DROITS, TAXES ET REDEVANCES SUR LES BIENS ET SERVICES DU DON DU FONDS MONDIAL POUR LA LUTTE CONTRE LE VIH/SIDA, LE PALUDISME ET LA TUBERCULOSE.

LE MINISTRE,

Vu la Constitution;
Vu la Loi L/2000/010/AN du 10 Juillet 2000, réglementant la Santé de la Reproduction;
Vu le Décret D/98/229/PRG/SGG du 25 Novembre 1998, adoptant la politique nationale de lutte contre le SIDA;
Vu le Décret D/2015/226/PRG/SGG du 26 Décembre 2015, portant nomination du Premier Ministre, Chef du Gouvernement;
Vu le Décret D/2015/227/PRG/SGG du 30 Décembre 2015, portant Structures du Gouvernement;
Vu le Décret D/2016/003/PRG/SGG du 04 Janvier 2016, portant nomination des Membres du Gouvernement;
Vu le Décret D/2016/092/PRG/SGG du 30 Mars 2016, portant Attributions et Organisation du Ministère du Budget;
Vu l'Accord-cadre signé entre le Gouvernement Guinéen et le Fonds Mondial, en date du 21 Juillet 2015, validé par la Cour Constitutionnelle le 29 Août 2015;
Vu la Demande du Secrétariat Exécutif du Comité National de Lutte contre le Sida en date du 1^{er} Mars 2016, portant exonération des droits et taxes sur la subvention du Fonds Mondial/Nouveau Modèle de Financement;
Vu le Mémoire du Président du Bureau Exécutif de l'Instance de Coordination Nationale de Guinée en date du 20 Avril 2016, relatif à la demande d'exonération des droits et taxes des biens et services produits du don du Fonds Mondial/Nouveau Modèle de Financement.

ARRETE :

Article 1^{er} : Conformément aux modalités de soumission des notes conceptuelles du nouveau modèle de financement du Fonds Mondial de Lutte contre le VIH/Sida, la Tuberculose et le Paludisme, il est accordé une exonération de tous droits, taxes et redevances sur les biens (équipements, matériels, produits, et consommables) et les services offerts ou reçus dans le cadre de la mise en oeuvre d'un don de cent trente trois millions neuf cents quatre vingt onze mille neuf cent quatre vingt huit (133.991.988,00) dollars US fait au Gouvernement Guinéen par le Fonds Mondial de Lutte contre le VIH/Sida, la Tuberculose et le Paludisme.

Toutefois, les véhicules (matériels roulants) importés dans ce cadre bénéficieront du régime de l'admission temporaire au prorata temporis gratis (sans paiement de droits et taxes y compris la RTL) durant la période des projets.

A la fin des projets, les dits véhicules admis temporairement devront être soit réexportés, soit mis à la consommation suivant le régime douanier du destinataire final.

Article 2 : Les montants de ces subventions de cent vingt quatre millions quarante six mille neuf cent quatre vingt huit (124.046.988,00) dollars US et neuf millions neuf cents quarante cinq mille (9.945.000,00) dollars US se composent en quatre (04) volets comme suit :

| | |
|--------------------------------|---------------------------|
| Volet 1 : PR/CRS, Paludisme | 62.200.441,00 Dollars US; |
| Volet 2 : PR SE/CNLS, VIH/SIDA | 47.774.989,00 Dollars US; |
| Volet 3 : PR PSI, VIH/SIDA | 14.071.558,00 Dollars US; |
| Volet 4 : PR PSI, Tuberculose | 9.945.000,00 Dollars US; |

Tous les apports ou importations des biens et services hors droits, taxes et redevances se feront à concurrence absolue des montants des volets ci-dessus, conformément aux termes de l'article 3 ci-après.

Article 3 : Afin de faciliter les contrôles et les recouvrements de tous les biens bénéficiant de l'exonération totale ou de l'admission temporaire gratuite, les Bénéficiaires Principaux établiront annuellement et au moins un (01) mois avant le début de chaque période de 12 mois, un cahier de charges comportant une liste indicative des biens à importer accompagnée d'une estimation des quantités et de leurs valeurs. Cette liste sera transmise au Ministère de la Santé et au Ministère en charge des Douanes pour approbation.

Chaque importation ou acquisition de biens et de services qui y sont rattachés dans le cadre du présent Arrêté, fera l'objet d'une notification de l'organisme bénéficiaire adressée à la Direction Générale des Douanes ou à la Direction Nationale des Impôts au moins une (01) semaine avant l'arrivée sur le territoire guinéen de ces biens et services.

Cette demande doit inclure une liste exhaustive précisant les natures, les quantités et les prix détaillés des biens et services à importer ou à acquérir hors droits, taxes et redevances de douane.

Cette liste, en se référant à l'article 2 ci-dessus, doit mentionner clairement le ou les volets sur lesquels la dite importation ou acquisition sera imputée.

Article 4 : Sous peine de non admission dans le cadre du présent Arrêté, les biens et services listés, concerneront strictement la lutte contre le VIH/SIDA, le Paludisme et la Tuberculose.

Article 5 : La Direction Générale des Douanes et la Direction Nationale des Impôts sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'application du présent Arrêté.

Article 6 : Le présent Arrêté qui prend effet à compter de sa date de signature, sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 11 Mai 2016

Mohamed Lamine DOUMBOUYA

MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT, DES EAUX ET FORETS

ARRETE A/2016/1433/MEEF/CAB/SGG DU 11 MAI 2016, PORTANT CREATION, ATTRIBUTIONS, COMPOSITION ET ORGANISATION DE LA CELLULE DE MOBILISATION DES TAXES ET REDEVANCES ENVIRONNEMENTALES.

LE MINISTRE,

Vu la Constitution;

Vu la Loi L2001/029/AN du 31 Décembre 2001, portant Principes Fondamentaux de Création, d'Organisation et de Contrôle des Structures des Services Publics;

Vu l'Ordonnance N°045/PRG/87 du 28 Mai 1987, portant Code de protection et de mise en valeur de l'environnement

Vu le Décret D/89/200/PRG/SGG du 8 Novembre 1989, portant Régime Juridique des installations classées pour la protection de l'Environnement;

Vu le Décret D/2014/077/PRG/SGG du 7 Avril 2014, portant Attributions et Organisation du Ministère de l'Environnement, des Eaux et Forêts;

Vu le Décret D/2015/226/PRG/SGG du 26 Décembre 2015, portant nomination du Premier Ministre, Chef du Gouvernement;

Vu le Décret D/2015/227/PRG/SGG du 30 Décembre 2015, portant Structure du Gouvernement;

Vu le Décret D/2016/003/PRG/SGG du 04 Janvier 2016, portant nomination des Membres du Gouvernement;

Vu les nécessités de service.

ARRETE:

Article 1^{er} : Création

Conformément aux dispositions du Décret D/89/200/PRG/SGG du 08 Novembre 1989, portant Régime Juridique des Installations Classées pour la protection de l'Environnement pris en application des dispositions de l'article 73 Code de protection et de mise en Valeur de l'Environnement et en application de l'article 14 du même code, il est créé au sein du Ministère de l'Environnement, des Eaux et Forêts, une Cellule de Mobilisation des Taxes et Redevances Environnementales en abrégé « CMTRE ».

Article 2 : Attributions

La Cellule de Mobilisation des Taxes et Redevances Environnementales, rattachée directement au Cabinet Ministre de l'Environnement, des Eaux et Forêts a pour mission de mobiliser les taxes et redevances environnementales prévues par le code de l'environnement et ses textes d'applications et veiller à leur sécurisation à travers une gestion transparente.

A cet effet, elle est particulièrement chargée de :

- Identifier toutes les sources de recettes environnementales émanant des activités portuaires, aéroportuaires et autres en collaboration avec les services techniques concernés;

- enregistrer tous les dossiers entrants et sortants faisant l'objet de taxes, redevances, perception et autres frais liés aux prestations environnementales et les transmettre sans délai aux services techniques concernés aux fins de préparation de ceux-ci de la base taxable;

- Recevoir les avis d'impositions établis par le Fonds de Sauvegarde de l'Environnement sur la base de l'assiette de taxation préparée sans délai par les services techniques et assurer leur ventilation au niveau des redevables et suivre la régularité des recouvrements;

- procéder au recouvrement des toutes les recettes environnementales non payées à date;

- assurer, en collaboration avec les services techniques concernés, une large diffusion des textes législatifs et réglementaires pris en matière de taxes et redevances environnementales;

- demander l'appui des services techniques en cas de difficultés rencontrées;

- produire à l'attention du Ministre de l'Environnement, des Eaux et Forêts un rapport mensuel d'activités avec copies à tous les services techniques concernés;

- préparer et tenir à jour les statistiques de paiement de recettes environnementales, conformément aux informations transmises par le Fonds de Sauvegarde de l'Environnement.

Article 3 : Composition

La CMTRE qui est une structure d'appui et de facilitation pour la mobilisation des recettes environnementales est composée de représentants désignés par les services ci-après :

- Cabinet du Ministre : 1

- Direction Nationale de l'Environnement : 1;

- Direction Nationale de l'assainissement et cadre de Vie : 1;

- Direction Générale du Fonds de Sauvegarde de l'Environnement : 1;

- Bureau Guinéen d'Etudes et Evaluations Environnementales : 1;

- Centre de Protection du Milieu marin et des Zones Côtières :

- Direction Préfectorale concernée : 1.

Les membres de la CMTRE sont nommés par une Décision du Ministre de l'Environnement, des Eaux et Forêts.

Article 4 : Organisation et Fonctionnement

La CMTRE exerce ses attributions au niveau des établissements et installations classés ainsi qu'au niveau des aéroports, ports, débarcadères et postes frontaliers en étroite collaboration avec les services techniques concernés.

Pour accomplir sa mission, la CMTRE est dirigée par un Chef de Cellule nommé par Décision du Ministre de l'Environnement, des Eaux et Forêts. Le Chef de Cellule dirige l'ensemble des activités de la Cellule.

Le Chef de Cellule est assisté d'un chef de cellule Adjoint qui le remplace en cas d'absence ou d'empêchement. Il est nommé dans les mêmes conditions que le Chef de Cellule.

Article 5 : Dispositions Diverses

Les missions effectuées par les membres de la CMTRE dans le cadre des attributions définies à l'article 2 du présent Arrêté sont à la charge du Fonds de Sauvegarde de l'Environnement.

Une prime d'encouragement équivalente à 10% du montant mobilisé est accordée aux services techniques ayant des représentants au sein de la CMTRE.

Les fonds mobilisés au titre des activités de la CMTRE sont versés au compte du Fonds de Sauvegarde de l'Environnement.

Article 6 : Dispositions Finales

Le présent Arrêté qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, prend effet à compter de sa date de signature, sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 11 Mai 2016

Mme Kourouma Hadja Christine SAGNO

ARRETE A/2016/1434/MEEF/CAB/SGG DU 11 MAI 2016, PORTANT FERMETURE DE LA CHASSE EN REPUBLIQUE DE GUINEE.

LE MINISTRE,

Vu la Constitution;
Vu la Loi L/97/038/AN du 09 Décembre 1997, adoptant et promulguant le Code de Protection de la Faune Sauvage et Réglementation de la Chasse;
Vu le Décret D/2014/077/PRG/SGG du 7 Avril 2014, portant Attributions et Organisation du Ministère de l'Environnement, des Eaux et Forêts;
Vu le Décret D/2015/226/PRG/SGG du 26 Décembre 2015, portant nomination du Premier Ministre, Chef du Gouvernement;
Vu le Décret D/2015/227/PRG/SGG du 30 Décembre 2015, portant Structure du Gouvernement;
Vu le Décret D/2016/003/PRG/SGG du 04 Janvier 2016, portant nomination des Membres du Gouvernement;
Vu les nécessités de service.

ARRETE:

Article 1^{er}: Conformément aux dispositions des articles 67, 68 et 69 de la Loi L/97/038/AN du 09 Décembre 1997, adoptant et promulguant le Code de Protection de la Faune Sauvage et Réglementation de la Chasse, au cours de la période allant du 30 Avril 2016 au coucher du soleil au 15 Décembre 2016 au lever du soleil, la chasse est fermée sur toute l'étendue du territoire de la République de Guinée.

Article 2: En application des articles 43, 46, et 93 de la Loi L/97/038/AN du 09 Décembre 1997, adoptant et promulguant le Code de Protection de la Faune Sauvage et Réglementation de la Chasse, sont autorisés pendant cette période de fermeture de chasse visée à l'article 1^{er} du présent Arrêté, après enquête du service forestier:

- l'abattage d'animaux manifestement malades introduits sur le territoire national;
- l'abattage d'animaux constituant un danger ou causant des dommages graves aux activités humaines;
- l'activité des détenteurs de permis commercial d'oïserie.

Article 3: Le Directeur National des Eaux et Forêts, les Directeurs Généraux du Corps Paramilitaire des Conservateurs de la Nature et de l'Office des Parcs et Réserves, les Directeurs Régionaux de l'Environnement, des Eaux et Forêts, les Gouverneurs des Régions, les Préfets, les Sous-Préfets et les élus locaux, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'application stricte du présent Arrêté.

Article 4: Le présent Arrêté qui prend effet à compter de sa date de signature, sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 11 Mai 2016

Mme Kourouma Hadja Christine SAGNO

SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT

ARRETE A/2016/1523/PRG/SGG DU 24 MAI 2016, PORTANT ATTRIBUTIONS ET ORGANISATION DE LA DIRECTION DU JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE.

LE SECRETAIRE GENERAL DU GOUVERNEMENT,

Vu la Constitution;
Vu la Loi L/2001/029/AN du 31 Décembre 2001, portant Principes Fondamentaux de Création, d'Organisation et de Contrôle des Structures des Services Publics;
Vu le Décret D/2014/110/PRG/SGG du 21 Mai 2014, portant Attributions et Organisation du Secrétariat Général du Gouvernement;
Vu le Décret D/2015/226/PRG/SGG du 26 Décembre 2015, portant nomination du Premier Ministre, Chef du Gouvernement;
Vu le Décret D/2015/227/PRG/SGG du 30 Décembre 2015, portant Structure du Gouvernement;
Vu le Décret D/2016/003/PRG/SGG du 04 Janvier 2016, portant nomination des Membres du Gouvernement.

ARRETE:

CHAPITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

Article 1^{er}: Placée sous l'autorité du Secrétaire Général du Gouvernement, la Direction du Journal Officiel de la République de niveau hiérarchique équivalent à celui d'une Direction Nationale de l'Administration Centrale, a pour mission la publication des textes législatifs, réglementaires, des annonces légales et autres textes dans le Journal Officiel de la République et d'assurer son archivage physique et électronique.

A cet effet, elle est particulièrement chargée de :

- Collecter, centraliser, traiter et publier les textes législatifs, réglementaires dans le Journal Officiel de la République;
- Saisir, éditer, imprimer le Journal Officiel de la République et assurer sa diffusion;
- Procéder à la mise en ligne du Journal Officiel de la République sur le site web du Secrétariat Général du Gouvernement;
- Assurer l'archivage physique et électronique du Journal Officiel de la République.

CHAPITRE II : ORGANISATION

Article 2 : Pour accomplir sa mission, la Direction du Journal Officiel de la République comprend :

- Une Division Programmation;
- Une Division Edition et Impression;
- Une Division Publication et Marketing;
- Des Services Régionaux du Journal Officiel.

Article 3 : La Division Programmation est chargée de :

- Collecter, préparer et planifier les textes en vue de leur publication au Journal Officiel;
- Corriger la morasse et assurer le suivi du Journal Officiel de la République.

Article 4 : La Division Programmation comprend :

- Une Section Traitement;
- Une Section transmission et correction de la morasse.

Article 5: La Section Traitement est chargée de centraliser et de planifier tous les textes à publier au Journal Officiel de la République.

Article 6 : La Section transmission et correction de la morasse est chargée de :

- Transmettre les textes programmés à l'imprimerie
- Corriger la morasse du Journal Officiel;
- Assurer la liaison entre l'imprimerie et la Direction du Journal Officiel.

Article 7 : La Division Edition et Impression est chargée :

- De la préparation matérielle des textes à publier;
- D'éditer le Journal Officiel de la République;
- D'assurer la maintenance des équipements de l'imprimerie.

Article 8 : La Division Edition et Impression comprend :

- La Section Edition et Impression;
- La Section Gestion Informatique du Journal Officiel;
- La Section Maintenance.

Article 9 : La Section Edition et Impression est chargée :

- De saisir ou de scanner les textes à publier au Journal Officiel de la République;
- D'effectuer la mise en page et l'impression du Journal Officiel de la République.

Article 10: La Section Gestion Informatique du Journal Officiel est chargée :

- De tenir le répertoire des Journaux Officiels de la République et de conserver les fichiers;
- De la mise en ligne du Journal Officiel.

Article 11 : La Section Maintenance est chargée de l'entretien et de la réparation des équipements de l'imprimerie.

Article 12 : La Division Publication et Marketing est chargée de la réception, de la distribution et de la promotion du Journal Officiel de la République.

Article 13 : La Division Publication et Marketing comprend :

- Une Section Distribution et Marketing;
- Une Section Prestations Diverses.

Article 14 : La Section Distribution et Marketing est chargée :

- D'assurer la livraison du Journal Officiel de la République aux abonnés, aux Départements Ministériels, aux Institutions et aux Services Régionaux du Journal Officiel;
- De procéder aux campagnes de sensibilisation et à la publicité à travers les médias pour la vulgarisation du Journal Officiel;
- De produire un rapport trimestriel sur la gestion du stock mis à sa disposition.

Article 15 : La Section Prestations Diverses est chargée de suivre et d'assurer l'exécution correcte des travaux connexes d'imprimerie de la clientèle.

Article 16 : Les Services Régionaux du Journal Officiel.

Le Service Régional du Journal Officiel est de niveau hiérarchique équivalent à celui d'une Division de l'administration centrale; il est chargé :

- De distribuer et de vulgariser le Journal Officiel de la République dans toutes les circonscriptions relevant de sa sphère géographique ;
- De collecter au niveau régional, les actes susceptibles d'être publiés au Journal Officiel de la République ;
- D'assurer la diffusion des actes administratifs provenant du Secrétariat Général du Gouvernement;
- De procéder à la constitution et au suivi des dossiers des hauts fonctionnaires au niveau régional et les transmettre à la Direction de la gestion des hauts fonctionnaires.

Article 17 : Les Services Régionaux du Journal Officiel comprennent deux (02) sections qui sont :

- La Section Vulgarisation du Journal Officiel ;
- La Section Gestion des Hauts Fonctionnaires et Archives.

Article 18 : La Section Vulgarisation du Journal Officiel est chargée de la distribution, de la vulgarisation du Journal Officiel et de la ventilation du courrier en provenance du Secrétariat Général du Gouvernement.

De collecter au niveau régional tous les actes susceptibles d'être publiés au Journal Officiel.

Article 19 : La Section Gestion des Hauts Fonctionnaires et Archives est chargée de la gestion des dossiers des Hauts Fonctionnaires et du Centre de Documentation Administrative au niveau régional.

CHAPITRE III : DISPOSITIONS FINALES

Article 20 : Le Directeur du Journal Officiel de la République est nommé par Décret du Président de la République sur proposition du Secrétaire Général du Gouvernement.

Article 21 : Les Chefs de Divisions, les Chefs de Services Régionaux et les Chefs de Sections sont nommés respectivement par Arrêté et Décision du Secrétaire Général du Gouvernement.

Article 22 : Le présent Arrêté qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, prend effet à compter de sa date de signature, sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 24 Mai 2016

Sékou Kissy CAMARA

NSIA Assurances

BILAN AU 31 DECEMBRE 2015

ACTIF ET PASSIF

PERTES ET PROFITS

C.E.G

NSIA Assurances BILAN AU 31 DECEMBRE 2015

ACTIF

NSIA Assurances

| | Notes | BRUT | Amortissem. ou Provisions | NET | NET N-1 |
|---|----------|------------------------|---------------------------------|------------------------|------------------------|
| Frais d'établissement | | 2 366 892 979 | 2 366 892 978 | 1 | 1 |
| Autres immobilisations incorporelles | | 5 782 870 666 | 4 944 855 223 | 838 015 443 | 2 124 780 879 |
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 1 | 8 149 763 645 | 7 311 748 201 | 838 015 444 | 2 124 780 880 |
| Terrains | | 0 | | 0 | 0 |
| Constructions | | 28 907 400 000 | 2 975 070 049 | 25 932 329 951 | 27 379 715 809 |
| Matériel de transport | | 1 570 763 271 | 784 038 569 | 786 724 702 | 724 379 385 |
| Autres immobilisations corporelles | | 5 385 838 067 | 2 698 982 059 | 2 686 856 008 | 2 909 041 278 |
| Immobilisations en cours | | 1 385 815 151 | 0 | 1 385 815 151 | 391 259 204 |
| | | | | 0 | |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 1 | 37 249 816 489 | 6 458 090 677 | 30 791 725 812 | 31 404 395 676 |
| Valeurs mobilières | | 14 922 118 241 | 50 509 778 | 14 871 608 463 | 10 269 287 578 |
| Prêts et autres créances à plus d'un an | | 485 192 745 | 0 | 485 192 745 | 902 827 085 |
| Dépôts et cautions versés | | 212 442 585 | 0 | 212 442 585 | 2 412 287 961 |
| | | | | 0 | |
| IMMOBILISATIONS FINANCIERES | 2 | 15 619 753 571 | 50 509 778 | 15 569 243 793 | 13 584 402 624 |
| TOTAL ACTIF IMMOBILISE | | 61 019 333 705 | 13 820 348 656 | 47 198 985 049 | 47 113 579 180 |
| Provisions techniques à charge des réassureurs | | | | | |
| Primes | | 4 183 280 652 | 0 | 4 183 280 652 | 4 485 335 091 |
| Sinistres | | 6 874 832 698 | 0 | 6 874 832 698 | 4 832 365 780 |
| | | | | 0 | |
| PART REASSUREURS DANS PROV. TECHN. | 3 | 11 058 113 350 | 0 | 11 058 113 350 | 9 317 700 871 |
| Valeurs réalisables à court terme | | | | | |
| Comptes courants des cessionnaires débiteurs | 4 | 27 174 094 744 | 0 | 27 174 094 744 | 25 047 920 475 |
| Créances sur les assurés et agents | 5 | 15 571 234 792 | 0 | 15 571 234 792 | 13 937 081 632 |
| Personnel | 6 | 260 933 027 | 0 | 260 933 027 | 186 240 731 |
| Etat | 7 | 1 632 084 040 | 0 | 1 632 084 040 | 1 860 000 000 |
| Associés et sociétés apparentées | 8 | 235 793 267 | 0 | 235 793 267 | 162 301 555 |
| Débiteurs divers | 9 | 875 586 358 | 0 | 875 586 358 | 379 903 942 |
| Compte de régularisation -Actif | 10 | 1 487 321 998 | 0 | 1 487 321 998 | 2 115 279 043 |
| Comptes d'attente et à régulariser | 11 | 1 513 162 368 | 0 | 1 513 162 368 | 2 281 187 313 |
| Fournisseurs | | 0 | | 0 | 254 220 832 |
| Avances et acomptes versés | | 0 | | 0 | 0 |
| CREANCES SUR LES TIERS | | 48 750 210 594 | 0 | 48 750 210 594 | 46 224 135 523 |
| Banques et chèques postaux | 12 | 8 753 390 269 | 483 495 035 | 8 269 895 234 | 3 316 925 471 |
| Valeurs à l'encaissement | 13 | 63 434 377 | 0 | 63 434 377 | 150 727 839 |
| Caisse | 14 | 2 316 288 | | 2 316 288 | 14 597 338 |
| | | | | 0 | |
| DISPONIBILITE FINANCIERE | | 8 819 140 934 | 483 495 035 | 8 335 645 899 | 3 482 250 648 |
| ACTIF CIRCULANT | | 68 627 464 878 | 483 495 035 | 68 143 969 843 | 59 024 087 042 |
| | | | | | |
| TOTAL ACTIF | | 129 646 798 583 | 14 303 843 691 | 115 342 954 892 | 106 137 666 222 |

NSIA Assurances BILAN AU 31 DECEMBRE 2015

| PASSIF | | NSIA Assurances | |
|--|-----------|------------------------|------------------------|
| | Notes | Exercice 2015 | Exercice 2014 |
| Capital social | 15 | 13 000 000 000 | 13 000 000 000 |
| Réserve statutaire | | 0 | 0 |
| Réserve légale | 16 | 2 041 042 542 | 1 749 758 911 |
| Report à nouveau | 17 | 2 621 552 681 | 2 669 512 336 |
| Ecart de réévaluation | | 0 | 0 |
| Autres réserves | | 0 | 0 |
| Résultat de l'exercice | 18 | 3 543 192 911 | 243 323 976 |
| CAPITAUX PROPRES | | 21 205 788 135 | 17 662 595 223 |
| Provision pour risques et charges | | 0 | 0 |
| Dettes à long et moyen terme | | 60 | 4 536 864 591 |
| Dépôts espèces des cessionnaires | 19 | 11 058 113 335 | 18 513 124 297 |
| CAPITAUX PERMANENTS | | 11 058 113 395 | 23 049 988 888 |
| Primes | | 5 450 673 419 | 7 876 448 336 |
| Sinistres | | 18 140 170 491 | 15 340 532 491 |
| Prévision de recours à encaisser (A déduire) | | 1 337 730 991 | -552 930 167 |
| Annulations primes | | 724 421 838 | 570 994 879 |
| Provisions mathématiques | | 19 797 951 803 | 16 308 258 346 |
| PROVISIONS TECHNIQUES | 20 | 42 775 486 560 | 39 543 303 685 |
| Comptes courants réassureurs | 21 | 16 455 400 227 | 6 899 293 838 |
| Comptes courants coassureurs | | 359 433 571 | 0 |
| Comptes des Agents et assureurs créditeurs | 22 | 6 965 491 325 | 3 547 207 501 |
| Personnel | 23 | 533 914 161 | 315 982 446 |
| Etat | 24 | 6 019 171 045 | 3 581 791 163 |
| Associés et Sociétés apparentées | 25 | 3 895 308 962 | 4 217 035 716 |
| Fournisseurs | 26 | 1 034 999 590 | 1 048 107 857 |
| Créditeurs divers | 27 | 229 096 280 | 167 063 873 |
| Comptes de régularisation de passif | 28 | 1 839 669 619 | 1 597 222 311 |
| Compte d'attente à régulariser | 29 | 2 971 082 009 | 4 508 073 717 |
| Virement interne | | 0 | 0 |
| Dettes envers des établissements financiers | 30 | 0 | 0 |
| DETTES ENVERS LES TIERS | | 40 303 566 788 | 25 881 778 427 |
| DETTES FINANCIERES A COURT TERME | | 83 079 053 348 | 65 425 082 112 |
| EXIGIBILITES A COURT TERME | | 83 079 053 348 | 65 425 082 112 |
| TOTAL PASSIF | | 115 342 954 878 | 106 137 666 223 |

NSIA Assurances PERTES ET PROFITS AU 31 DECEMBRE 2015

| DEBIT | Notes | EXERCICE 2015 | EXERCICE 2014 | CREDIT | Notes | EXERCICE 2015 | EXERCICE 2014 |
|--|-------|---------------|---------------|------------------------------------|-------|---------------|---------------|
| PERTE D'EXPLOITATION | | 0 | 0 | BENEFICE D'EXPLOITATION | 60 | 7 233 735 376 | 1 890 782 987 |
| PERTES SUR EXERCICES ANTERIEURS | 55 | 353 528 186 | 581 550 479 | PROFITS SUR EXERCICES ANTERIEURS | 61 | 39 397 651 | 186 854 918 |
| MOINS-VALUES SUR DESSIONS | | 0 | 0 | PLUS-VALUES SUR DESSIONS | | 0 | 0 |
| DECREVEMENTS D'IMPOTS | | 0 | 516 131 414 | | | 0 | 0 |
| PERTES DE CHANGE | 56 | 1 266 783 432 | 944 117 641 | PROFITS DE CHANGE | 62 | 374 842 326 | 808 834 958 |
| DOTATION A PROVISION POUR PERTES & CHARGES | | 0 | 0 | REPRISE SUR PROVISIONS ANTERIEURES | | 0 | 7 359 656 |
| PERTES ONEREES | 57 | 60 703 165 | 42 871 367 | PERTE A AFFECTER | | 0 | 0 |
| IMPOT SUR BENEFICE | 58 | 2 423 867 668 | 563 747 882 | | | | |
| BENEFICE NET A AFFECTER | 59 | 3 543 192 911 | 243 323 976 | | | | |
| TOTAL | | 7 648 075 353 | 2 693 842 759 | TOTAL | | 7 648 075 353 | 2 893 842 759 |

NSIA Assurances C.E.G AU 31 DECEMBRE 2015

| DEBIT | Notes | ANNEE 2015 | | | | EXERCICE 2014 | CREDIT | Notes | ANNEE 2015 | | | | EXERCICE 2014 |
|---|-------|----------------|--------------------|----------------|----------------|----------------|--------|----------------|----------------------|----------------|----------------|----------------|---------------|
| | | OPERATIONS | | METTES | CÉSSIONS | | | | OPERATIONS | | METTES | CÉSSIONS | |
| | | BRUTES | de cotes | | | | | | BRUTES | de Comptes | | | |
| Sinistres payés, nets de recours IARD | 31 | 14 339 230 544 | 682 ⁰⁰⁰ | 13 543 275 151 | 795 864 393 | 12 116 047 755 | 47 | 49 840 574 687 | 792 ⁰⁰⁰ | 16 138 882 627 | 33 501 692 060 | 36 034 716 725 | |
| Provisions et frais payés VIE | 32 | 6 018 265 125 | 681 ⁰⁰⁰ | 6 018 265 125 | 0 | 3 216 756 142 | 48 | 15 789 480 130 | 791 ⁰⁰⁰ | 83 131 542 | 15 706 348 588 | 16 602 684 431 | |
| Provisions de sinistres ouverture IARD | 33 | 15 340 532 491 | 882 ⁰⁰⁰ | 10 855 197 000 | 4 485 335 091 | 10 270 773 347 | | | 792 ⁰⁰⁰ | 0 | 0 | 0 | |
| Provisions de sinistres clôture IARD | 34 | 17 700 378 450 | 882 ⁰⁰⁰ | 11 265 337 793 | 6 435 040 657 | 10 508 166 711 | | | 792 ⁰⁰⁰ | 0 | 0 | 0 | |
| Provisions mathématiques ouverture | 35 | 16 308 258 346 | 882 ⁰⁰⁰ | 16 308 258 346 | 0 | 9 752 357 730 | | | | 0 | 0 | 0 | |
| Provisions mathématiques clôture | 36 | 19 797 951 803 | 882 ⁰⁰⁰ | 19 797 951 803 | 0 | 10 308 258 346 | | | | 0 | 0 | 0 | |
| Provision de recours à sinistres ouverture IARD | 37 | 552 930 167 | 882 ⁰⁰⁰ | 552 930 167 | 0 | 829 656 503 | | | | 0 | 0 | 0 | |
| Provision de recours à sinistres clôture IARD | 38 | 1 337 730 891 | 882 ⁰⁰⁰ | 1 337 730 891 | 0 | 552 930 167 | 48 | 7 878 448 338 | 882 ⁰⁰⁰ | 4 832 365 780 | 3 044 082 556 | 2 643 389 849 | |
| CHARGE DE SINISTRES DE L'EXERCICE | | 26 422 243 261 | | 22 678 673 262 | 2 746 669 898 | 22 482 824 213 | 50 | 5 450 673 419 | 882 ⁰⁰⁰ | 4 183 280 652 | 1 287 382 767 | 3 381 113 245 | |
| Commissions IARD | 39 | 5 615 267 437 | 628 ⁰⁰⁰ | 2 220 682 838 | 3 385 804 599 | 4 801 335 776 | 51 | 570 995 024 | 628 ⁰⁰⁰ | 0 | 570 995 024 | 543 951 620 | |
| Commissions VIE | 40 | 935 512 563 | 621 ⁰⁰⁰ | 935 512 563 | 0 | 1 045 218 195 | 52 | 724 421 838 | 621 ⁰⁰⁰ | 649 885 128 | 1 823 282 975 | 570 984 679 | |
| COMMISSIONS DE L'EXERCICE | | 6 550 780 000 | | 3 156 175 401 | 3 385 684 599 | 5 846 553 971 | | 67 782 482 828 | 621 ⁰⁰⁰ | 16 871 999 317 | 50 831 383 893 | 51 862 634 791 | |
| Autres charges : | | | | | | | | | | | | | |
| * Fournitures et services consommés | 41 | 8 619 525 940 | 63 ⁰⁰⁰ | 8 619 525 940 | | 9 713 838 188 | | | 79677 ⁰⁰⁰ | | 545 223 791 | 921 526 795 | |
| * Charges de personnel | 42 | 3 983 082 787 | 64 ⁰⁰⁰ | 3 983 082 787 | | 4 672 980 388 | | | 793100 | | 554 632 788 | 428 243 502 | |
| * Impôts et taxes | 43 | 929 408 746 | 69 ⁰⁰⁰ | 929 408 746 | | 1 219 935 950 | | | 79 ⁰⁰⁰ | | 961 108 044 | 131 022 619 | |
| * Charges et pertes diverses | 44 | 3 286 386 531 | 69 ⁰⁰⁰ | 3 286 386 531 | | 4 246 622 448 | | | | | 2 888 864 823 | 1 488 782 916 | |
| * Charges financières | 45 | 808 581 511 | 67 ⁰⁰⁰ | 808 581 511 | | 1 188 985 118 | | | | | | | |
| * Dotation aux amortissements et provisions | 46 | 3 529 788 601 | 68 ⁰⁰⁰ | 3 529 788 601 | | 3 681 888 352 | | | | | | | |
| Autres charges de l'exercice | | 21 136 784 147 | | 21 136 784 147 | | 24 723 266 446 | 54 | | 79 ⁰⁰⁰ | 1 320 000 000 | 1 320 000 000 | 1 320 000 000 | |
| Commissions et autres charges | | 27 687 564 147 | | 24 381 959 448 | 3 385 684 599 | 38 389 828 417 | | | 79747 ⁰⁰⁰ | 0 | 0 | 0 | |
| Total provisions | | 53 109 887 488 | | 48 978 532 859 | 6 131 274 630 | 52 772 644 639 | | | | 0 | 1 320 000 000 | 1 320 000 000 | |
| Bénéfice d'Exploitation | | 17 973 560 135 | | 19 728 424 759 | 19 728 424 759 | 1 999 782 987 | | | | | | | |
| TOTAL C.E.G | | 71 083 367 543 | | 54 212 268 225 | 16 871 099 317 | 54 663 427 617 | | | | | 1 320 000 000 | 1 320 000 000 | |
| | | | | | | | | | | | 16 871 099 317 | 54 212 268 225 | |
| | | | | | | | | | | | | 54 663 427 617 | |

6/11/16

**SOCIETE GENERALE DE BANQUE
EN GUINEE (SGBG)**

BILAN AU 31 DECEMBRE 2015

ACTIF ET PASSIF

**ANNEXE 10 COMPTE
DE RESULTATS**

REPUBLIQUE DE GUINEE
DIRECTION GÉNÉRALE
DES BANQUES

SITUATION COMPTABLE ANNUELLE

ACTIF (1)

(en Millions de GNF)

ETABLISSEMENT

S. G. B. G.

Date d'arrêté

DECEMBRE 2015

| ACTIF (1) | CODE | PROVISIONS AMORTIS DEDUITS | G N F | | DEVISES | | TOTAL | CODE |
|---|------------|----------------------------------|--------------------|------------------|--------------------|--------------------|----------------------|------------|
| | | | RESIDENTS | NON RESIDENTS | RESIDENTS | NON RESIDENTS | | |
| | | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | |
| I. CAISSE | 101 | | 55 571 291 | 0 | 28 127 808 | 0 | 83 699 099 | 101 |
| 1 Billets et pièces de monnaie | 102 | | 55 571 291 | 0 | 0 | 0 | 55 571 291 | 102 |
| 2 Billets étrangers | 103 | | 0 | 0 | 28 127 808 | 0 | 28 127 808 | 103 |
| 3 Avances en es | 104 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 104 |
| 4 Autres valeurs | 105 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 105 |
| II. INSTITUT D'EMISSION | 110 | | 756 211 533 | 0 | 105 124 917 | 0 | 861 336 450 | 110 |
| 1 Comptes ordinaires | 111 | | 382 961 533 | 0 | 105 124 917 | 0 | 488 086 450 | 111 |
| 2 Cptes de dépôt pour réserves oblig | 112 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 112 |
| 3 Comptes bloqués | 113 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 113 |
| 4 Cptes au marché monétaire | 114 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 114 |
| 5 Titres du trésor public | 115 | | 171 250 000 | 0 | 0 | 0 | 171 250 000 | 115 |
| 6 Titres régulation monétaire | 116 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 116 |
| III. SECTEUR PUBLIC | 119 | 0 | 806 585 | 0 | 10 736 | 0 | 817 321 | 119 |
| 1 Administration Centrale | 120 | | 799 834 | 0 | 5 336 | 0 | 805 170 | 120 |
| a- comptes ordinaires | 121 | | 799 834 | 0 | 5 336 | 0 | 805 170 | 121 |
| b- comptes et prêts à Terme < 1 an | 122 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 122 |
| c- comptes et prêts à Terme > 1 an | 123 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 123 |
| 2 Administrations locales | 127 | | 5 004 | 0 | 0 | 0 | 5 004 | 127 |
| a- comptes ordinaires | 128 | | 5 004 | 0 | 0 | 0 | 5 004 | 128 |
| b- comptes et prêts à Terme < 1 an | 129 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 129 |
| c- comptes et prêts à Terme > 1 an | 130 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 130 |
| 3 E.P. Publiques non financières | 134 | | 1 746 | 0 | 5 399 | 0 | 7 146 | 134 |
| a- comptes ordinaires | 135 | | 1 746 | 0 | 5 399 | 0 | 7 146 | 135 |
| b- comptes et prêts à Terme < 1 an | 136 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 136 |
| c- comptes et prêts à Terme > 1 an | 137 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 137 |
| 4 E.P. Financières non bancaires | 141 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 141 |
| a- comptes ordinaires | 142 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 142 |
| b- comptes et prêts à Terme < 1 an | 143 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 143 |
| c- comptes et prêts à Terme > 1 an | 144 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 144 |
| 5 Entreprises d'économie Mixte | 148 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 148 |
| a- comptes ordinaires | 149 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 149 |
| b- comptes et prêts à Terme < 1 an | 150 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 150 |
| c- comptes et prêts à Terme > 1 an | 151 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 151 |
| 6 Fonds d'Etat non participatif public | 155 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 155 |
| a- Titres d'Etat | 156 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 156 |
| b- Titres de développement à 91 jours | 157 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 157 |
| c- Titres de développement à 182 jours | 158 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 158 |
| d- Autres valeurs assimilées | 159 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 159 |
| IV. BANQUES ET INSTITUTIONS ASSIMILEES | 168 | 0 | 0 | 1 000 000 | 0 | 173 851 081 | 174 851 081 | 168 |
| 1 Banques | 169 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 169 |
| a- Comptes ordinaires | 170 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 170 |
| b- Comptes de prêts et avances | 171 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 171 |
| - jusqu'à 3 mois | 172 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 172 |
| - De 3 à 6 mois | 173 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 173 |
| - De 6 à 9 mois | 174 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 174 |
| - De 9 mois à 1 an | 175 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 175 |
| - Plus de 1 an | 176 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 176 |
| 2 Institutions Assimilées | 177 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 177 |
| a- Comptes ordinaires | 178 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 178 |
| b- Comptes de prêts et avances | 179 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 179 |
| - jusqu'à 3 mois | 180 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 180 |
| - De 3 à 6 mois | 181 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 181 |
| - De 6 à 9 mois | 182 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 182 |
| - De 9 mois à 1 an | 183 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 183 |
| - Plus de 1 an | 184 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 184 |
| 3 Correspondants étrangers | 185 | | 0 | 1 000 000 | 0 | 173 851 081 | 174 851 081 | 185 |
| a- Comptes ordinaires | 186 | | 0 | 1 000 000 | 0 | 173 851 081 | 174 851 081 | 186 |
| b- Comptes de prêts et avances | 187 | | 0 | 0 | 0 | 72 546 | 72 546 | 187 |
| - jusqu'à 3 mois | 188 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 188 |
| - De 3 à 6 mois | 189 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 189 |
| - De 6 à 9 mois | 190 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 190 |
| - De 9 mois à 1 an | 191 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 191 |
| - Plus de 1 an | 192 | | 0 | 0 | 0 | 72 546 | 72 546 | 192 |
| 4 Créances impayées (Doutances indistinctes) | 193 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 193 |
| V. VALEURS RECUES EN PENSION | 194 | | 0 | | | | 0 | 194 |
| 1 Pensions < 1 an | 195 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 195 |
| 2 A Terme > 1 an ou actives fermes | 196 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 196 |
| TOTAL DE CONTROLE | 199 | | 812 589 410 | 1 000 000 | 133 263 460 | 173 851 081 | 1 120 703 950 | 199 |

Conakry, le

23 mai 2016

Cachet et signature autorisée



Société Générale
de Banques en Guinée
DRAME CHÉRIF
Directeur Général Adjoint

RMK

REPUBLIQUE DE GUINEE
REPUBLIQUE DE GUINEE
DIRECTION DU CREDIT
ET DES BANQUES

SITUATION COMPTABLE ANNUELLE

ACTIF (2)

1

(en Millions de GNF)

ETABLISSEMENT

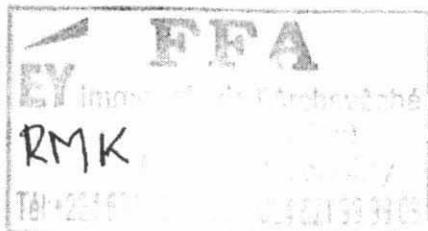
S. G. B. G.

Date d'arrêté DÉCEMBRE 2015

| ACTIF 2 | CODE | PROVISIONS ET AMORTISSEMENTS DEDUITS | G N F | | D E V I S E S | | TOTAL | CODE |
|--|------------|--------------------------------------|----------------------|------------------|--------------------|--------------------|----------------------|------------|
| | | | RESIDENTS | NON RESIDENTS | RESIDENTS | NON RESIDENTS | | |
| VI. CREDITS A LA CLIENTELE | 201 | | 976 349 411 | 673 177 | 336 037 522 | 133 728 | 1 313 193 839 | 201 |
| 1. Crédits Courants relatifs | 202 | | 7 095 047 | 0 | 0 | 0 | 7 095 047 | 202 |
| 2. Comptes Ordinaires DR de la clientèle | 205 | | 130 136 977 | 538 160 | 301 244 167 | 131 728 | 434 052 972 | 205 |
| 3. Crédits de Copinage | 209 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 209 |
| a- Exportation | 210 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 210 |
| b- Exploitation | 211 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 211 |
| 4. Crédits à moyen terme | 214 | | 83 954 309 | 101 379 | 32 794 155 | 0 | 116 851 442 | 214 |
| a- Equipement | 217 | 0 | 737 102 302 | 29 207 | 0 | 0 | 737 131 509 | 217 |
| b- Habitat | 218 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 218 |
| c- Autres crédits | 219 | | 2 153 366 | 0 | 0 | 0 | 2 153 366 | 219 |
| 6. Crédits à long terme | 223 | | 733 948 936 | 29 207 | 0 | 0 | 734 934 213 | 223 |
| a- Equipement | 224 | 0 | 15 107 774 | 0 | 0 | 0 | 15 107 774 | 224 |
| b- Habitat | 225 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 225 |
| c- Autres crédits | 226 | | 12 037 807 | 0 | 0 | 0 | 12 037 807 | 226 |
| 7. Valeurs non imputées | 230 | 0 | 1 069 967 | 0 | 0 | 0 | 1 069 967 | 230 |
| a- Valeurs payables aux autres de la banque (délais de restitution comptes) | 231 | | 2 953 003 | 2 491 | 0 | 0 | 2 955 495 | 231 |
| b- Valeurs à vue ou autres clients, non encore au recouvrement | 232 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 232 |
| c- Reprises exigibles des crédits accordés et non encore supportés au débit client | 233 | | 2 953 003 | 2 491 | 0 | 0 | 2 955 495 | 233 |
| d- Valeurs client/ Titulaires pour qpt client | 234 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 234 |
| e- Valeurs impayées (fournisseurs crédits) | 235 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 235 |
| VII. CREANCES IMMOBIL., DOUTEUSES, CONTENTIEUSES | 241 | -83 258 708 | 21 366 787 | 33 090 | 19 703 379 | 13 935 | 41 117 191 | 241 |
| 1. Créances immobilisées | 244 | | 20 824 864 | 12 120 | 0 | 0 | 20 836 984 | 244 |
| 2. Créances douteuses et contentieuses | 247 | | 342 014 | 20 970 | 19 702 481 | 11 915 | 20 279 799 | 247 |
| 3. Créances irrécouvrables | 250 | | 400 | 0 | 0 | 0 | 400 | 250 |
| VIII. CHEQUES A RECOURV. VALEURS A L'ENCAISSEMENT | 253 | 0 | 1 221 508 | 0 | 0 | 0 | 1 221 508 | 253 |
| 1. Cheques à remettre | 254 | | 1 221 508 | 0 | 0 | 0 | 1 221 508 | 254 |
| a- sur place et intérieur Guinée | 255 | | 1 221 508 | 0 | 0 | 0 | 1 221 508 | 255 |
| b- à l'étranger | 256 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 256 |
| 2. Valeurs à l'encaissement | 259 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 259 |
| a- sur place et intérieur Guinée | 260 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 260 |
| b- à l'étranger | 261 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 261 |
| IX. SUCCURSALES ET AGENCES EN GUINEE | 265 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 265 |
| X. DEBITEURS DIVERS | 268 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 268 |
| XI. COMPTES DE REGULARISATION | 271 | | 17 629 893 | 0 | 5 403 457 | 0 | 43 233 350 | 271 |
| XII. TITRES DE PLACEMENT | 274 | | 94 050 000 | 0 | 0 | 0 | 94 050 000 | 274 |
| XIII. TITRES DE PARTICIPAT. ET EMPLOIS ASSIMILES | 277 | 0 | 74 584 | 0 | 0 | 0 | 74 584 | 277 |
| 1. Titres de participation | 278 | | 74 584 | 0 | 0 | 0 | 74 584 | 278 |
| 2. Titres de filiales | 281 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 281 |
| 3. Complexes Coordonnés d'associés | 284 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 284 |
| 4. Actions propres détenues | 286 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 286 |
| XIV. IMMOBILISATIONS | 287 | 57 291 774 | 129 919 305 | 0 | 0 | 0 | 129 919 305 | 287 |
| 1. Immobilisations incorporelles | 288 | | 448 298 | 0 | 0 | 0 | 448 298 | 288 |
| 2. Immobilisations corporelles | 291 | | 129 471 007 | 0 | 0 | 0 | 129 471 007 | 291 |
| a- Exploitation | 292 | | 55 504 024 | 112 452 815 | 0 | 0 | 167 956 839 | 292 |
| b- En crédit bail | 293 | | 165 260 | 9 750 328 | 0 | 0 | 174 750 328 | 293 |
| c- Hors exploitation | 294 | | 760 975 | 7 267 864 | 0 | 0 | 7 998 839 | 294 |
| XV. ACTIONNAIRES | 296 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 296 |
| TOTAL ACTIF | 299 | -25 966 934 | 1 979 958 807 | 1 706 267 | 494 687 817 | 173 998 744 | 2 744 321 636 | 299 |

Conakry, le 23 mai 2016

Cachet et signature autorisée



BANQUE CENTRALE DE LA
REPUBLIQUE DE GUINEE

PASSIF (1)

3

SITUATION COMPTABLE ANNUELLE
(en Milliers de GNF)

DIRECTION DU CREDIT
ET DES BANQUES

S. G. B. G.

Date d'Arrêt : DÉCEMBRE 2015

| PASSIF I | CODE | G N F | | DEVISES | | TOTAL | CODE |
|--|------------|-------------------|---------------|-------------------|---------------|-------------------|------------|
| | | RESIDENTS | NON RESIDENTS | RESIDENTS | NON RESIDENTS | | |
| | | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | |
| I. BANQUE CENTRALE | 301 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 301 |
| 1. Comptes ordinaires | 302 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 302 |
| 2. Emprunts au marché monétaire | 305 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 305 |
| 3. Val. rem. au réescompte ou en pension | 308 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 308 |
| a-effets au réescompte | 309 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 309 |
| b-effets et bons remis en pension | 310 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 310 |
| 4. Comptes et Emprunts à terme | 313 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 313 |
| II. SECTEUR PUBLIC | 318 | 27 572 154 | 0 | 18 271 540 | | 45 843 694 | 318 |
| 1. Administration Centrale | 319 | 15 568 867 | | 8 813 811 | | 24 382 678 | 319 |
| a- cptes ord./liv.ou à préavis < 3 mois | 320 | 4 009 876 | 0 | 8 813 811 | 0 | 12 823 686 | 320 |
| b- cptes à terme ou à préavis > 3 mois | 321 | 11 558 992 | 0 | 0 | 0 | 11 558 992 | 321 |
| 2. Administrations locales | 324 | 5 599 634 | | 3 346 | | 5 602 979 | 324 |
| a- cptes ord./liv.ou à préavis < 3 mois | 325 | 5 599 634 | 0 | 3 346 | 0 | 5 602 979 | 325 |
| b- cptes à terme ou à préavis > 3 mois | 326 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 326 |
| 3. Entreprises Publiques non Financières | 329 | 1 525 874 | | 9 379 621 | | 10 905 495 | 329 |
| a- cpt.ord./liv.ou à préavis < 3 mois | 330 | 1 525 874 | 0 | 9 379 621 | 0 | 10 905 495 | 330 |
| b- cpt.à vue en FG convertibles | 331 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 331 |
| c- cpt.spéciaux en FG convertibles | 332 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 332 |
| d- cpt.de dépôts importations | 333 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 333 |
| e- cpt.à terme ou à préavis > 3 mois | 334 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 334 |
| 4. E.P.Financières non bancaires | 340 | 773 | | 0 | | 773 | 340 |
| a- cpt.ord./liv.ou à préavis < 3 mois | 341 | 773 | 0 | 0 | 0 | 773 | 341 |
| b- cpt.à vue en FG convertibles | 342 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 342 |
| c- cpt.spéciaux en FG convertibles | 343 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 343 |
| d- cpt.de dépôts importations | 344 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 344 |
| e- cpt. à terme ou à préavis > 3 mois | 345 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 345 |
| 5. Entreprises d'Economie Mixte | 351 | 4 877 007 | | 74 763 | | 4 951 769 | 351 |
| a- cpt.ord./liv.ou à préavis < 3 mois | 352 | 4 863 151 | 0 | 74 763 | 0 | 4 937 914 | 352 |
| b- cpt.à vue en FG convertibles | 353 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 353 |
| c- cpt.spéciaux en FG convertibles | 354 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 354 |
| d- cpt.de dépôts importations | 355 | 13 856 | 0 | 0 | 0 | 13 856 | 355 |
| e- cpt.à terme ou à préavis > 3 mois | 356 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 356 |
| f- comptes d'attente et de capital | 357 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 357 |
| III. BANQUES ET INSTITUTIONS ASSIMILEES | 363 | 1 237 131 | 0 | 0 | 263 | 1 237 394 | 363 |
| 1. BANQUES: | 364 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 364 |
| a- comptes ordinaires | 365 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 365 |
| b- comptes de prêts et avances | 366 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 366 |
| -jusqu'à 3 mois | 367 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 367 |
| -De 3 à 6 mois | 368 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 368 |
| -De 6 à 9 mois | 369 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 369 |
| -De 9 mois à 1 an | 370 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 370 |
| -Plus de 1 an | 371 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 371 |
| 2. INSTITUTIONS ASSIMILEES | 372 | 1 237 131 | 0 | 0 | 0 | 1 237 131 | 372 |
| a- comptes ordinaires | 373 | 1 237 131 | 0 | 0 | 0 | 1 237 131 | 373 |
| b- comptes de prêts et avances | 374 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 374 |
| -jusqu'à 3 mois | 375 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 375 |
| -De 3 à 6 mois | 376 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 376 |
| -De 6 à 9 mois | 377 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 377 |
| -De 9 mois à 1 an | 378 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 378 |
| -Plus de 1 an | 379 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 379 |
| 3. CORRESPONDANTS ETRANGERS | 380 | 0 | 0 | 0 | 263 | 263 | 380 |
| a- comptes ordinaires | 381 | 0 | 0 | 0 | 263 | 263 | 381 |
| b- comptes de prêts et avances | 382 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 382 |
| -jusqu'à 3 mois | 383 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 383 |
| -De 3 à 6 mois | 384 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 384 |
| -De 6 à 9 mois | 385 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 385 |
| -De 9 mois à 1 an | 386 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 386 |
| -Plus de 1 an | 387 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 387 |
| TOTAL DE CONTROLE | 399 | 28 809 285 | 0 | 18 271 540 | 263 | 47 081 088 | 399 |

RM K

Société Générale
de Banques en Guinée
DRAME CHÉRIÉ
Directeur Général Adjoint

Conakry, le 13 mai 2016

Cachet et signature autorisée

BANQUE CENTRALE DE LA
REPUBLIQUE DE GUINEE

SITUATION COMPTABLE ANNUELLE
(en Millions de GNF)

PASSIF (2)

4

DIRECTION DU CREDIT
ET DES BANQUES

ETABLISSEMENT

S. G. B. G.

Date d'Arrêt

DÉCEMBRE 2015

| PASSIF 2 | CODE | 1 | G N F | | DEVISES | | TOTAL | CODE |
|--|------------|---|----------------------|-------------------|--------------------|-------------------|----------------------|------------|
| | | | RESIDENTS | NON RESIDENTS | RESIDENTS | NON RESIDENTS | | |
| | | | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | |
| IV. COMPTES CREDITEURS DE LA CLIENTELE | 401 | | 1 510 569 465 | 47 761 821 | 612 742 573 | 37 335 414 | 2 208 409 273 | 401 |
| 1 cpt ordinaires | 402 | | 855 018 548 | 11 889 536 | 143 620 987 | 15 721 071 | 1 245 450 144 | 402 |
| 2 comptes sur livrets | 403 | | 375 430 479 | 5 651 816 | 224 814 002 | 21 614 141 | 626 713 239 | 403 |
| 3 comptes à préavis < 3 mois | 404 | | 14 744 214 | 0 | 0 | 15 859 | 14 760 053 | 404 |
| 4 cpt spéciaux en FG convertibles (à terme) | 410 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 410 |
| 5 cpt de dépôts importations | 414 | | 47 346 981 | 25 572 | 36 853 866 | 0 | 84 286 418 | 414 |
| 6 cpt à terme ou à préavis > 3 mois | 418 | | 205 290 611 | 10 992 897 | 7 936 402 | 0 | 224 219 932 | 418 |
| 7 comptes d'attente et de capital | 422 | | 2 874 441 | 0 | 300 054 | 0 | 3 174 475 | 422 |
| 8 Autres sommes dues à la clientèle | 426 | | 9 804 109 | 0 | 642 | 0 | 9 805 011 | 426 |
| V. BONS A ECHEANCE FIXE | 430 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 430 |
| VI. VALEURS A L'ENCAISSEMENT NON DISPONIBLES | 435 | | 2 218 117 | 0 | 188 | 0 | 2 218 305 | 435 |
| 1 Comptes de Correspondants | 436 | | 2 218 117 | 0 | 0 | 0 | 2 218 117 | 436 |
| 2 Comptes de clients | 440 | | 0 | 0 | 188 | 0 | 188 | 440 |
| VII. SUCCURSALES ET AGENCES EN GUINEE | 445 | | 994 787 | 0 | 0 | 0 | 994 787 | 445 |
| VIII. CREDITEURS DIVERS | 450 | | 38 021 485 | 0 | 139 637 | 0 | 38 161 122 | 450 |
| 1 Impôts et taxes à payer | 451 | | 35 275 462 | 0 | 175 | 0 | 33 790 877 | 451 |
| 2 C N S.S. à payer | 455 | | 100 050 | 0 | 0 | 0 | 100 050 | 455 |
| 3 Autres créanciers divers | 459 | | 2 645 973 | 0 | 139 637 | 0 | 4 270 195 | 459 |
| IX. COMPTES DE REGULARISATION | 464 | | 50 642 834 | 0 | 114 155 | 0 | 50 756 989 | 464 |
| X. OPERATIONS SUR TITRES ET VERSEMENTS A EFFECTUER SUR TITRES NON LIBERES | 469 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 469 |
| 1 Bons de développement et valeurs assimilées | 470 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 470 |
| 2 Autres opérations sur titres | 474 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 474 |
| XI. EMPRUNTS PARTICIPATIFS | 479 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 479 |
| 1 Emprunts particip et subord. > 5 ans | 480 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 480 |
| 2 Particip et créances subord. s/Ets de crédit | 481 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 481 |
| XII. PROVISIONS | 483 | | 13 810 678 | 0 | 0 | 0 | 13 810 678 | 483 |
| XIII. RESERVES | 487 | | 143 459 905 | 0 | 0 | 0 | 143 459 905 | 487 |
| 1 de réévaluation | 488 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 488 |
| 2 autres réserves | 489 | | 143 459 905 | 0 | 0 | 0 | 143 459 905 | 489 |
| XIV. CAPITAL | 491 | | 100 050 000 | 0 | 0 | 0 | 100 050 000 | 491 |
| XV. REPORT A NOUVEAU, RESULTAT EN INSTANCE D'APPROBATION (+ ou -) | 495 | | 37 815 499 | 0 | 0 | 0 | 37 815 499 | 495 |
| XVI BENEFICE OU PERTE DE L'EXERCICE (+ ou -) | 497 | | 101 563 991 | 0 | 0 | 0 | 101 563 991 | 497 |
| TOTAL PASSIF | 499 | | 2 027 956 045 | 47 761 821 | 631 268 093 | 37 335 677 | 2 744 321 636 | 499 |

Conakry, le 23 mai 2016

Cachet et signature autorisée

FFA
EY Immeuble de l'Archevêché
 Conakry Sud
RMK BP. 7702 Conakry
 Tél: +224 634 09 30 32 - 024 621 99 99 09

Société Générale
 de Banques en Guinée
DRAME CHÉRIF
 Directeur Général Adjoint

BANQUE CENTRALE DE LA
REPUBLIQUE DE GUINEE

ANNEXE 10 COMPTE DE RESULTATS

DIRECTION DU CREDIT
ET DES BANQUES

ETABLISSEMENT S. G. B. G.

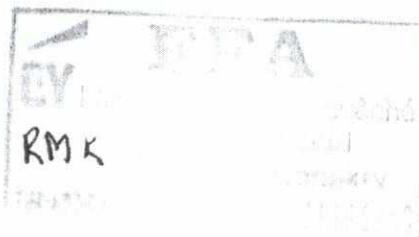
Date d'arrêt :

DÉCEMBRE

| Libellé | Code | Devises | | | TOTAL | Code |
|---|-------------|---------------------|-----------|---------------|---------------------|-------------|
| | | GNF | Résidents | Non Résidents | | |
| I PRODUITS DES EMPLOIS DE CAPITAUX | 1800 | 218 826 073 | 0 | 0 | 218 826 073 | 1800 |
| 1 Produits opérations avec la clientèle | 1801 | 168 434 074 | 0 | 0 | 168 434 074 | 1801 |
| a Produits des crédits à court terme | 1802 | 16 497 995 | 0 | 0 | 16 497 995 | 1802 |
| b Produits des crédits à long et moyen termes | 1803 | 86 271 395 | 0 | 0 | 86 271 395 | 1803 |
| c Comptes ordinaires débiteurs | 1804 | 65 664 685 | 0 | 0 | 65 664 685 | 1804 |
| 2 Opérations de trésorerie et interbancaires | 1805 | 29 588 774 | 0 | 0 | 29 588 774 | 1805 |
| 3 Reprises d'Amortissements et de Provisions | 1806 | 18 996 429 | 0 | 0 | 18 996 429 | 1806 |
| 4 Autres produits | 1807 | 1 806 796 | 0 | 0 | 1 806 796 | 1807 |
| | | | | | 0 | 0 |
| II COUTS DES RESSOURCES | 1810 | -17 689 858 | 0 | 0 | -17 689 858 | 1810 |
| 1 Charges des opérations avec la clientèle | 1811 | -14 031 978 | 0 | 0 | -14 031 978 | 1811 |
| a Charges sur dépôts à vue (préavis) | 1812 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1812 |
| b Charges sur comptes d'épargne | 1813 | -4 022 752 | 0 | 0 | -4 022 752 | 1813 |
| c Charges sur les comptes à terme | 1814 | -10 009 226 | 0 | 0 | -10 009 226 | 1814 |
| 2 Charges sur emprunts de trésor. et interbancaires | 1815 | -3 657 880 | 0 | 0 | -3 657 880 | 1815 |
| 3 Autres charges d'emprunt | 1816 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1816 |
| | | | | | 0 | 0 |
| III PRODUITS NETS DES K UTILISES I-II | 1820 | 201 136 215 | 0 | 0 | 201 136 215 | 1820 |
| IV COMMISSIONS | 1830 | 175 474 774 | 0 | 0 | 175 474 774 | 1830 |
| 1 Commissions sur chèques et effets | 1831 | 13 193 539 | 0 | 0 | 13 193 539 | 1831 |
| 2 Commissions des opérations en devises | 1832 | 98 121 252 | 0 | 0 | 98 121 252 | 1832 |
| 3 Produits des engagements par signature | 1833 | 47 699 091 | 0 | 0 | 47 699 091 | 1833 |
| 4 Produits des engagements bancaires divers | 1834 | 800 543 | 0 | 0 | 800 543 | 1834 |
| 5 Récupération de frais | 1835 | 15 660 350 | 0 | 0 | 15 660 350 | 1835 |
| | | | | | 0 | 0 |
| V AUTRES CHARGES BANCAIRES | 1840 | -45 930 315 | 0 | 0 | -45 930 315 | 1840 |
| 1 Charges des opérations sur devises | 1841 | -42 136 604 | 0 | 0 | -42 136 604 | 1841 |
| 2 Charges des engagements par signature | 1842 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1842 |
| 3 Frais sur chèques et effets | 1843 | -3 793 710 | 0 | 0 | -3 793 710 | 1843 |
| 4 Diverses charges | 1844 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1844 |
| | | | | | 0 | 0 |
| VI PRODUIT NET BANCAIRE III + IV + V | 1850 | 330 680 675 | 0 | 0 | 330 680 675 | 1850 |
| VII CHARGES OPERATOIRES | 1860 | -113 487 839 | 0 | 0 | -113 487 839 | 1860 |
| 1 Frais de personnel | 1861 | -47 379 416 | 0 | 0 | -47 379 416 | 1861 |
| a Salaires | 1862 | -43 609 150 | 0 | 0 | -43 609 150 | 1862 |
| b Charges Salariales | 1863 | -3 770 266 | 0 | 0 | -3 770 266 | 1863 |
| c Formation du personnel | 1864 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1864 |
| 2 Autres frais généraux | 1865 | -66 108 422 | 0 | 0 | -66 108 422 | 1865 |
| a Frais des immeubles | 1866 | -8 252 140 | 0 | 0 | -8 252 140 | 1866 |
| b Travaux fournis. services ext. | 1867 | -37 190 568 | 0 | 0 | -37 190 568 | 1867 |
| c Frais de correspondance | 1868 | -5 018 781 | 0 | 0 | -5 018 781 | 1868 |
| d Transports et déplacements | 1869 | -838 757 | 0 | 0 | -838 757 | 1869 |
| e Frais divers de gestion | 1870 | -14 808 175 | 0 | 0 | -14 808 175 | 1870 |
| | | | | | 0 | 0 |
| VIII AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION | 1880 | -57 141 685 | 0 | 0 | -57 141 685 | 1880 |
| 1 Impôts et taxes | 1881 | -6 512 098 | 0 | 0 | -6 512 098 | 1881 |
| 2 Dotations aux amortissements | 1882 | -15 274 593 | 0 | 0 | -15 274 593 | 1882 |
| 3 Dotations aux provisions | 1883 | -25 215 841 | 0 | 0 | -25 215 841 | 1883 |
| 4 Créances irrécouvrables | 1884 | -2 592 121 | 0 | 0 | -2 592 121 | 1884 |
| 5 Autres | 1885 | -7 547 031 | 0 | 0 | -7 547 031 | 1885 |
| | | | | | 0 | 0 |
| RESULTAT D'EXPLOITATION VI - VII - VIII | 1890 | 160 051 151 | 0 | 0 | 160 051 151 | 1890 |
| Résultats exceptionnels (+ ou -) | 1891 | -4 361 185 | 0 | 0 | -4 361 185 | 1891 |
| Impôts sur les résultats (-) | 1892 | -54 125 976 | 0 | 0 | -54 125 976 | 1892 |
| RESULTAT DE L'EXERCICE | 1893 | 101 563 991 | 0 | 0 | 101 563 991 | 1893 |

Conakry, le 23/05/2016

Cachet et signature autorisée



ACTIVA Assurances
UGAR - ACTIVA

BILAN AU 31 DECEMBRE 2015

COMPTE D'EXPLOITATION
GENERALE

UGAR - ACTIVA
2015

Compte d'exploitation générale

| DEBIT | 31/12/2015 | | NETTES | 2014 | CREDIT | 31/12/2015 | | NETTES | 2014 |
|---|-------------------|-----------------|----------------|----------------|---|----------------|----------------|----------------|----------------|
| | BRUTES | CESSIONS | | | | BRUTES | CESSIONS | | |
| Entrées payées net de recours LABD | 18 678 375 577 | 7 878 961 268 | 10 799 414 309 | 10 294 928 659 | Primes émises, nettes d'annulations LABD | 86 285 443 696 | 39 427 886 593 | 46 457 556 103 | 36 057 470 421 |
| Provision de sinistres courants LABD | 137 925 215 064 | 130 953 398 656 | 6 971 816 408 | 8 937 036 423 | Primes acquises et non prises en compte | 6 909 202 | | 56 909 702 | 189 416 477 |
| Provision de sinistres échus LABD | 125 616 169 594 | 122 122 852 996 | 3 493 316 598 | 6 971 816 408 | Variation des P.A.N.E | 86 142 352 398 | 39 627 886 593 | 46 514 465 805 | 207 002 460 |
| Provision de recours à régler courants LABD | 870 966 703 | | 870 966 703 | 872 146 023 | Produits de primes dont : | | | | 27 137 081 |
| Provision de recours à régler échus LABD | 816 309 124 | | 816 309 124 | 870 866 703 | Provision pour annulations courantes | | | | 1 024 027 246 |
| Commission LABD | 6 423 947 646 | 951 584 192 | 2 175 572 078 | 2 183 887 974 | Provision pour annulations échues | 25 284 712 394 | 21 289 973 544 | 3 994 218 850 | 1 461 429 867 |
| Autres charges | 7 238 046 100 | 3 639 721 841 | 3 598 224 259 | 3 604 844 009 | Variation des provisions de primes | 37 417 918 358 | 21 360 508 905 | 9 051 409 449 | 1 274 716 480 |
| • Fournitures et services contractés | 6 881 683 086 | | 6 881 683 086 | 7 306 384 986 | • Provision pour annulations courantes | 2 743 200 546 | | 2 753 200 546 | 1 024 027 246 |
| • Charges de personnel | 6 918 101 615 | | 6 918 101 615 | 6 227 298 469 | • Provision pour annulations échues | 5 416 104 161 | 70 518 345 | 5 685 768 896 | 4 512 747 100 |
| • Impôts et taxes | 497 572 299 | | 497 572 299 | 693 365 428 | Produits de placements dont : | 80 186 048 137 | 39 557 351 228 | 40 628 606 909 | 35 447 306 640 |
| • Charges et pertes diverses | 3 800 894 477 | | 3 800 894 477 | 3 316 133 279 | • Intérêts de prêts | 59 827 193 | | 153 871 183 | 1 531 447 352 |
| • Charges financières | 554 586 035 | | 554 586 035 | 656 561 031 | • Dividendes à recevoir | | | | |
| • Dotation aux amortissements et provisions | 1 403 249 561 | | 1 403 249 561 | 1 291 245 305 | • Intérêts des Dépôts à Terme | | | | |
| Autres produits de sinistres | 20 056 587 073 | 498 183 060 | 20 554 770 133 | 19 531 488 498 | • Autres produits financiers | | | | |
| • Indemnités et autres | 27 294 633 173 | 3 141 538 781 | 24 153 094 392 | 19 170 644 489 | Total des produits de placements | 59 827 193 | | 153 871 183 | 1 531 447 352 |
| Autres produits divers | | | | | Autres produits divers : | 5 303 910 | | 5 303 910 | |
| • Indemnités et autres | | | | | • Produits divers | 965 461 856 | | 965 461 856 | |
| • Indemnités et autres | | | | | • Participation individuelle à revenu des immeubles | 7 855 771 966 | 480 079 534 | 2 310 850 900 | 2 985 304 407 |
| • Indemnités et autres | | | | | Total autres produits | 82 140 980 686 | 39 027 271 694 | 43 113 418 992 | 11 411 528 944 |
| TOTAL C.E.C. | 82 190 690 686,00 | 39 027 271 694 | 43 113 418 992 | 35 945 758 494 | TOTAL C.E.C. | | | | |

ACTIVA Assurances
ACTIVA - VIE

BILAN AU 31 DECEMBRE 2015

COMPTE D'EXPLOITATION
GENERALE

ACTIVA Assurances

ACTIVA VIE

Bilan au 31 Décembre 2015

| ACTIF | 2015 | | 2014 | | PASSIF | | 2015 | 2014 |
|---|----------------|------------------------------|----------------|----------------|---|----------------|----------------|------|
| | nd | amortissements provisions | nd | 2014 | | | | |
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 2 136 421 674 | 2 100 611 764 | 36 809 910 | 69 036 384 | CAPITAL | | | |
| Frais immobilisés | 0 | 0 | 0 | 0 | Capital social | 10 000 000 000 | 10 000 000 000 | |
| Autres immobilisations incorporelles | 2 136 421 674 | 2 100 611 764 | 36 809 910 | 69 036 384 | RESERVES REGLEMENTEES | | | |
| Logiciels | 0 | 0 | 0 | 0 | Réserve légale | 1 305 321 400 | 842 458 757 | |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 45 981 446 562 | 3 263 774 080 | 42 717 672 482 | 36 454 956 106 | RESERVES LIBRES | | | |
| Terrains | 2 000 000 000 | 450 000 000 | 2 000 000 000 | 2 000 000 000 | Reserves facultatives | 76 752 612 | 1 988 829 | |
| Immeubles | 3 000 000 000 | 2 550 000 000 | 2 550 000 000 | 2 550 000 000 | Report à nouveau | 5 164 327 433 | 4 638 626 426 | |
| Matériel de transport | 707 093 501 | 558 426 834 | 148 666 867 | 245 521 342 | RESULTAT | 6 164 327 433 | 4 638 626 426 | |
| Autres immobilisations corporelles | 5 329 464 111 | 2 255 347 246 | 3 074 116 865 | 3 425 271 066 | TOTAL CAPITAUX PROPRES ET RESERVES | 16 537 401 445 | 15 483 074 011 | |
| Immobilisations en cours | 34 944 888 950 | 0 | 34 944 888 950 | 28 134 163 670 | | | | |
| IMMOBILISATIONS FINANCIERES | 10 002 000 000 | 0 | 10 002 000 000 | 2 000 000 | PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | | | |
| Valeurs Mobilières admises en représentation | 10 000 000 000 | 0 | 10 000 000 000 | 0 | Provision pour éventualités diverses | 100 834 505 | 151 262 421 | |
| Prêts et autres créances - 1 an | 2 000 000 | 0 | 2 000 000 | 2 000 000 | DETTES A LONG ET MOYEN TERME | 100 834 505 | 151 262 421 | |
| Titres de participation | 0 | 0 | 0 | 0 | Dettes espèces/remises par les cessionnaires | 100 834 505 | 151 262 421 | |
| Dépôts et cautionnements | 2 000 000 | 0 | 2 000 000 | 2 000 000 | Autres Dépôts | 100 834 505 | 151 262 421 | |
| TOTAL DES VALEURS IMMOBILISEES | 58 119 868 236 | 5 364 385 844 | 52 765 482 392 | 36 525 991 492 | DETTES A LONG ET MOYEN TERME | 100 834 505 | 151 262 421 | |
| PART CESSIONNAIRES PROVISIONS TECHNIQUES | 100 834 505 | 0 | 100 834 505 | 151 262 156 | TOTAL DES DETTES A LONG ET MOYEN TERME | 100 834 505 | 151 262 421 | |
| Provisions Mathématiques | 100 834 505 | 0 | 100 834 505 | 151 262 156 | PROVISIONS TECHNIQUES | | | |
| Provisions de primes | 0 | 0 | 0 | 0 | Provisions Mathématiques | 38 948 326 865 | 30 070 195 875 | |
| Provisions pour sinistres | 0 | 0 | 0 | 0 | Provisions de primes | 1 359 229 276 | 696 296 597 | |
| VALEURS REALISABLES OU DISPONIBLES | 16 746 836 740 | 0 | 16 746 836 740 | 27 231 907 700 | Provisions de sinistres | 1 632 813 413 | 2 338 796 559 | |
| Comptes courants des cessionnaires débiteurs | 321 977 020 | 0 | 321 977 020 | 1 179 187 007 | Provisions de sinistres à débiter | 41 940 369 544 | 33 105 279 031 | |
| Comptes courants des cédantes débiteurs | 0 | 0 | 0 | 0 | TOTAL DES PROVISIONS TECHNIQUES | 41 940 369 544 | 33 105 279 031 | |
| Comptes courants des co-assureurs débiteurs | 2 756 036 396 | 0 | 2 756 036 396 | 2 454 834 104 | DETTES A COURT TERME | 21 862 236 | 0 | |
| Créances sur les assurés et agents | 52 500 000 | 0 | 52 500 000 | 5 500 000 | Comptes courants des cessionnaires créditeurs | 21 862 236 | 0 | |
| Personnel | 1 436 400 848 | 0 | 1 436 400 848 | 1 456 294 303 | Comptes courants des co-assureurs créditeurs | 558 645 221 | 477 666 266 | |
| Etat débiteur | 82 717 957 | 0 | 82 717 957 | 427 136 787 | Comptes courants des co-assureurs débiteurs | 2 521 148 274 | 2 114 959 306 | |
| Filiales | 0 | 0 | 0 | 0 | Comptes courants des assurés et agents | 32 155 568 | 2 24 380 388 | |
| Débiteurs divers | 3 078 310 548 | 0 | 3 078 310 548 | 1 336 440 096 | Fournisseurs & Courtiers | 3 897 653 996 | 2 283 101 487 | |
| Compte d'attente et à régulariser | 154 218 526 | 0 | 154 218 526 | 0 | Personnel créditeur | 2 022 104 326 | 8 286 721 456 | |
| Fournisseurs & Courtiers | 1 905 365 331 | 0 | 1 905 365 331 | 0 | Etat créditeur | 19 222 396 | 19 222 396 | |
| Prêt à court terme | 0 | 0 | 0 | 0 | Filiales | 1 871 085 515 | 1 529 703 175 | |
| Ecart de conversion Actif | 81 072 656 | 0 | 81 072 656 | 0 | Crediteurs divers | 80 670 611 | 56 246 865 | |
| Effets à recevoir | 0 | 0 | 0 | 0 | Compte d'attente et à régulariser | 0 | 377 514 596 | |
| Chèques et coupons à encaisser | 6 878 237 458 | 0 | 6 878 237 458 | 15 408 789 330 | Compte de conversion Passif | 0 | 0 | |
| Banques et chèques postaux | 0 | 0 | 0 | 410 300 | Banques et chèques postaux | 11 024 548 144 | 16 168 545 895 | |
| TOTAL DES COMPTES DE TIENS ET FINANCIERS | 16 847 671 245 | 0 | 16 847 671 245 | 27 383 189 856 | TOTAL DETTES A COURT TERME | 11 024 548 144 | 16 168 545 895 | |
| TOTAUX | 74 967 539 481 | 5 364 385 844 | 69 603 153 637 | 63 909 161 348 | TOTAUX | 69 603 153 637 | 63 909 161 348 | |

| DEBIT | 31/12/2015 | | | ANNEE 2014 | CREDIT | 31/12/2015 | | | ANNEE 2014 |
|------------------------------------|-------------------|--------------|---------------|----------------|--------------------------------|-------------------|----------------|----------------|----------------|
| | AFFAIRES DIRECTES | ACCEPTATIONS | CESSIONS | | | AFFAIRES DIRECTES | ACCEPTATIONS | CESSIONS | |
| SINISTRRES | | | | | | | | | |
| sinist. payés nets recours | 10 274 969 086 | | 900 442 222 | 7 757 990 179 | PRIMES | | | | |
| ajouter sap. clôture | 1 632 813 403 | | 1 632 813 403 | 2 338 798 559 | primes émises nettes d'an. | 41 671 895 630 | 1 733 209 068 | 38 938 686 562 | 37 795 867 828 |
| déduire sap. ouverture | 2 338 798 556 | | 2 338 798 556 | 592 477 924 | déduire ENI Ouverture | 1 098 851 105 | 1 403 484 905 | 1 088 851 105 | 525 443 538 |
| ajouter P.M. Clôture | 38 948 328 065 | | 100 834 505 | 28 918 933 719 | ajouter ENI clôture | 1 403 484 905 | 40 243 300 382 | 1 403 484 905 | 1 098 851 105 |
| déduire P.M. ouverture | 30 070 195 875 | | 151 202 159 | 21 427 282 379 | Primes émises totales | 41 978 509 430 | 1 733 209 068 | 40 243 300 382 | 38 338 595 397 |
| déduire PREC. Clôture | | | | | ajouter prov. primes ouverture | | | | 383 347 974 |
| ajouter PREC. ouverture | | | | | déduire prov. primes clôture | | | | 699 286 597 |
| Prestations de l'exercice | 18 447 118 923 | | 860 014 671 | 17 995 860 164 | Primes acquises | 41 978 509 430 | 1 733 209 068 | 40 243 300 382 | 38 025 656 774 |
| COMMISSIONS | | | | | PRODUITS DE PLACEMENTS | | | | |
| Commissions et courtages | 3 402 937 382 | | 3 402 937 382 | 2 658 111 070 | Produits financiers titres | 768 763 205 | | 768 763 205 | 851 159 074 |
| | | | | | Produits financiers immeuble | 615 003 789 | | 615 003 789 | 54 687 500 |
| | | | | | Produits financiers/ p/bt | 612 319 483 | 3 198 377 | 609 123 100 | 994 529 267 |
| | | | | | Produits financier/ DAT | 83 856 680 | | 83 856 680 | |
| | | | | | Autres produits financiers | 2 080 843 167 | 3 198 377 | 2 077 746 790 | 1 900 775 791 |
| Frais de gestion des contrats | 2 919 388 459 | | 2 919 388 459 | 2 695 032 901 | Autres produits financiers | | | | |
| Frais de gestion des contrats | 2 919 388 459 | | 2 919 388 459 | 2 685 082 801 | produits de placements | | | | |
| AUTRES CHARGES | | | | | AUTRES PRODUITS | | | | |
| Fournitures et services consommés | 4 305 589 460 | | 4 305 589 460 | 4 239 500 504 | Autres produits | 78 907 932 | | 78 907 932 | 303 345 599 |
| Charges de personnel | 2 480 284 343 | | 2 480 284 343 | 2 504 747 704 | | 78 907 932 | | 78 907 932 | 303 345 599 |
| Impôts et taxes | 188 758 151 | | 188 758 151 | 255 489 738 | | | | | |
| Charges et pertes diverses | 1 587 278 907 | | 1 587 278 907 | 906 415 558 | | | | | |
| Charges financières | 305 920 354 | | 305 920 354 | 153 620 180 | | | | | |
| Dotation aux amortis et provisions | 290 771 841 | | 290 771 841 | 1 047 784 800 | | | | | |
| Autres charg. de fax. | 9 168 603 058 | | 9 168 603 058 | 9 107 868 596 | | | | | |
| Prest. Com. Charges | | | | | | | | | |
| | 33 938 086 820 | | 880 014 671 | 32 428 592 720 | Primes acq. & prod. placés. | 44 136 360 529 | 1 736 405 445 | 42 398 955 084 | 40 229 778 164 |
| CHARGES DE PLACEMENTS | | | | | | | | | |
| Frais financiers | 427 587 827 | | 427 587 827 | 14 634 146 | | | | | |
| Autres frais financiers | 519 484 000 | | 519 484 000 | 519 484 000 | | | | | |
| Dot. amort. prov. place | 947 061 627 | | 947 061 627 | 634 098 189 | | | | | |
| Charges de placement | 9 251 233 082 | | 888 380 874 | 7 889 087 276 | Résultat exploitation (perte) | | | | |
| Résultat exploit.(profit) | | | | | | | | | |
| Total débit | 44 136 360 529 | | 1 736 405 445 | 40 229 778 164 | Total crédit | 44 136 360 529 | 1 736 405 445 | 42 398 955 084 | 40 229 778 164 |

1 212 789 472



**MESSAGE DU SECRETARIAT
GENERAL DU GOUVERNEMENT**



Mesdames et Messieurs des Administrations publiques, les Représentants(tes) des Institutions Internationales, les Chefs des Missions Diplomatiques et Consulaires accréditées en Guinée, les Directeurs(trices) Généraux des Banques et Assurances, les Notaires, les Avocats, les Commissaires Priseurs, les Huissiers de Justice, les Experts géomètres, les Opérateurs Economiques, les Commerçants(tes), des Compagnies Minières et Industrielles, des Sociétés et les Particuliers.

Mesdames et Messieurs,

Il paraît opportun de porter à votre connaissance, que le Secrétariat Général du Gouvernement a pris toutes les dispositions nécessaires pour inscrire le Journal Officiel parmi ses priorités, afin d'assurer la régularité de sa parution.

Il est important de rappeler que le Journal Officiel consacre la solennité des textes légaux.

En effet, le Code Civil Guinéen en ses articles 1 et 3 dispose :

« Les Lois sont exécutoires sur toute l'étendue du territoire de la République de Guinée en vertu de la promulgation qui en est faite par le Président de la République. Elles seront exécutées dans chaque partie de la République après leur publication »

« La publication est l'opération qui porte la loi à la connaissance du public. Elle se fait au moyen d'une insertion au Journal Officiel ».

Mesdames et Messieurs,

La Loi n'est opposable aux tiers que lorsqu'elle est publiée au Journal officiel de la République.

Par conséquent, le Secrétariat Général du Gouvernement vous demande de bien vouloir apporter votre soutien au Journal Officiel de la République, en vous y abonnant massivement.

**LE SECRETARIAT GENERAL DU
GOUVERNEMENT**



SOCIETE DE RAFFINAGE GUINEENNE SA



NOTRE FUTUR EST ENTRE NOS MAINS ECRIVONS LE TOUS ENSEMBLE

Site web : www.brahms-refineries.com
contact : info@brahms-refineries.com
Media : media@brahms-refineries.com

La Société de Raffinage Guinéenne SA (S.R.G. SA) développe une raffinerie de pétrole d'une capacité journalière de 10.000 barils par jour destiné à contribuer au développement du tissu industriel guinéen tout en garantissant au pays une sécurité d'approvisionnement ainsi qu'une meilleure qualité de produits pétroliers. La SRG s'occupera de la gestion de la raffinerie de pétrole qui permettra de placer fermement la Guinée sur le chemin de l'indépendance énergétique dans un secteur stratégique de l'économie.

QUELQUES AVANTAGES DE LA RAFFINERIE :

- Réserves stratégique en hydrocarbures disponible en Guinée
- Développement d'activités connexes
- Créations d'Emplois et formation du personnel local dans les hydrocarbures
- Positionnement de la Guinée en technologies de pointe dans le secteur du raffinage
- Réduction de la facture énergétique Guinéenne
- Hausse des revenus fiscaux
- Développement durable car meilleur qualité de produits mis sur le marché
- Support stratégique pour le secteur minier et pétrolier
- Création de valeur sociale
- Valeur d'exemplarité pour induire d'autres investissements industriels en Guinée



Imprimerie NIK - Tél.Cell:(224) 631 21.89.06 - BP: 1932 Conakry

Direction du Journal Officiel de la République.

Ex-Bâtiment de la DACO, à côté du Haut Commandement de la Gendarmerie Nationale

Rue KA 003, Angle Rue KA 022 Quartier Boulbinet - Commune de Kaloum

BP: 263 CONAKRY - Tél.: (224) 620 79 26 23 / 628 33 09 29

E-mail: guinee.sgg.jor@gmail.com

Dépôt légal - N° 07 et 09 des 10 et 25 Mai 2016